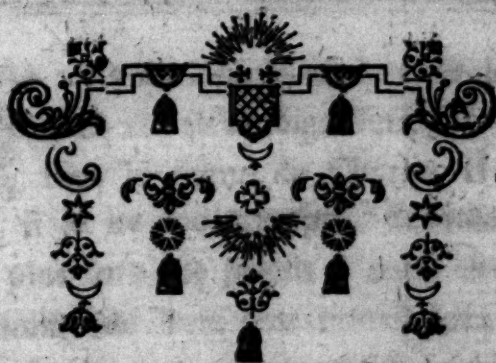


*In A.M. not  
charged*  
2a.

# COUP-D'ŒIL

SUR LA

## GRANDE-BRETAGNE.



---

A L O N D R E S,  
M D C C L X X V I.

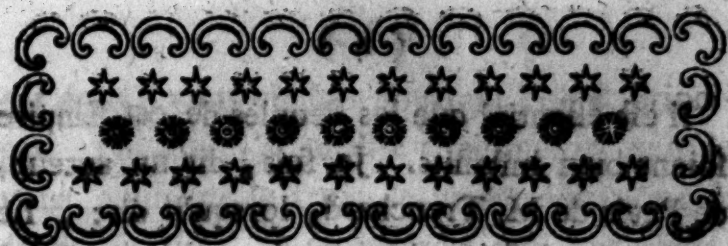
---

THE BRITISH MUSEUM

ORIENTAL COLLECTION







# COUP-D'ŒIL

## SUR LA

### GRANDE-BRETAGNE.

---

La voix du Peuple est la voix de Dieu,  
**L**c'est ce qu'enseignoient les Whigs,  
sous le regne de Charles II, & les  
Anglais, si je ne me trompe, devraient être  
attachés plus fort que jamais à cette croyance.  
Tout homme de bon sens conviendra que la  
premiere fin du gouvernement est le bien-être  
des Peuples : *Salus Populi, suprema lex esto.*

Tout homme, toute femme en Angleterre,  
a par sa naissance le droit de crier & de hur-  
ler aussi fort qu'il lui plait. La voix du Pen-  
ple a toujours été respectée par les Rois qui  
n'ont pas perdu la sagesse de vue, & surtout  
par les Rois d'Angleterre.

Il est essentiel que les Peuples de cet Empire soient bien instruits. Je suis, dit un auteur, de l'avis de M. Trenchard, lorsqu'il dit: „ Le  
 „ peuple n'est jamais trompé, que lorsqu'il est  
 „ séduit ou gagné; ce qui n'arrive que trop  
 „ facilement, à cause du dégoût si naturel à  
 „ l'homme pour les vérités désagréables”.

La liberté de parler ou d'écrire, est de tous les privilèges, celui qui est de la plus grande conséquence, le bon ou le mauvais usage qu'on en fait, pouvant ou relever une nation ou la perdre.

Dans tous les pays du monde, il n'en est peut-être pas un, qui ait produit un plus grand nombre d'auteurs qui aient écrit sur la liberté, que l'Angleterre. Les ouvrages des *Harrington's*, des *Sidney's*, des *Locke's*, des *Hoadly's*, des *Priestley's* & de plusieurs autres, sont lus & médités, & l'on aura pour ces grands hommes l'estime la plus parfaite & la vénération la plus profonde, tant que la Grande-Bretagne pourra se glorifier de son heureuse Constitution, & que tout amour de la liberté ne fera pas éteint sur la terre.

Peuples de la Grande-Bretagne, peu d'entre vous peut-être liront ou entendront parler de

cet écrit : vous en êtes pourtant l'objet principal. J'ai lu, j'ai médité ; permettez que je vous consacre le fruit de mes méditations & de mes lectures. Vos intérêts me sont chers, & ceux de vos enfans pour plusieurs générations.

Un auteur célèbre a remarqué deux principaux avantages que l'homme retire de la supériorité de ses facultés intellectuelles. Le premier de ces avantages consiste en ce que l'homme, pris comme individu, possède un certain degré d'intelligence, au moyen de laquelle il peut embrasser le passé & l'avenir, & en jouir comme du présent : l'autre avantage qui résulte du même principe, & qui, à plusieurs égards, est tout-à-la-fois la cause & l'effet du premier, est, que l'espèce humaine elle-même est susceptible d'une perfectibilité indéterminée ; d'où l'auteur conclut que les générations subséquentes sont toujours plus parfaites que celles qui les précédoient, les individus étant pris dans les mêmes âges de la vie.

Le grand instrument dont la Providence se sert pour conduire insensiblement l'espèce humaine vers la perfection, est la société, & par conséquent le gouvernement.



En conséquence, toute forme de gouvernement qui favorisera ce progrès, méritera l'approbation des sages; mais on condamnera & on rejettera toujours celles qui contribueront à le retarder.

C'est sur ces idées étendues qu'un grand homme considère toute Constitution politique, en divisant la liberté, en *Liberté Politique*, & en *Liberté Civile*.

„ La *Liberté Politique* consiste dans le pouvoir  
 „ que les membres d'un Etat se réservent d'ar-  
 „ river aux emplois publics, ou au moins de  
 „ nommer ceux qui doivent remplir ces em-  
 „ plois; & on appelle *Liberté Civile* le pouvoir  
 „ que chaque membre de l'Etat se réserve sur  
 „ ses propres actions, sans que le Magistrat  
 „ puisse l'enfreindre ou y donner atteinte.

„ Il s'ensuit de-là que la liberté politique est  
 „ équivalente aux droits de la Magistrature,  
 „ puisque l'opinion ou le jugement de chaque  
 „ membre de l'Etat devient celui du public, &  
 „ que par-là il peut avoir inspection sur les ac-  
 „ tions d'autrui.

„ La liberté civile, au contraire, ne s'é-  
 „ tend pas au-delà de sa propre conduite, &  
 „ elle signifie le droit que chacun a de n'être

„ point obligé de rendre compte de ses actions,  
 „ à la société ou à ses agens; c'est-à-dire, en  
 „ d'autres termes, le pouvoir de s'occuper li-  
 „ brement de son avantage & de son bonheur.  
 „ La liberté civile de l'homme est originaire-  
 „ ment dans toute sa force, & il n'en sacrifie  
 „ une partie, en entrant dans la société, que  
 „ pour être dédommagé de la perte de ce  
 „ bien inestimable, par l'acquisition de la li-  
 „ berté politique."

„ Dans les pays où chaque membre de la so-  
 „ ciété jouit d'un pouvoir égal d'arriver aux  
 „ premières charges, & par conséquent d'avoir  
 „ part à la direction des forces & de la volonté  
 „ publiques, la liberté politique y est parfaite.

„ Dans ceux, au contraire, où quelque  
 „ homme est exclus, par sa naissance, ou par  
 „ sa fortune, des charges, des emplois, ou du  
 „ pouvoir de voter dans l'élection de ceux qui  
 „ doivent les remplir, quelle que soit d'ailleurs  
 „ la forme du gouvernement, à quelque degré  
 „ que cet homme jouisse de la liberté civile, ou  
 „ de l'indépendance dans ses actions, s'il n'a  
 „ aucune sorte d'autorité sur celle des autres, il  
 „ n'a point de part dans le gouvernement, &  
 „ par conséquent, point de liberté politique".

On objectera peut-être, qu'il n'y a jamais eu sur la terre de société établie sur les principes que ci-dessus. Cela est vrai, parce que tous les gouvernemens ont été formés par des moyens plus ou moins tyranniques, violens & oppressifs. Mais il n'en est pas moins certain, que la méthode indiquée peut être regardée comme la meilleure, & la seule équitable pour former une société heureuse & parfaite.

On ne veut cependant pas affirmer positivement, que le bien de l'humanité exige que tout Etat jouisse de la liberté politique dans toute son étendue. Cette condition ne pourrait avoir lieu que dans les Etats extrêmement bornés, qui, à en juger par l'expérience, ne sont pas les plus propres à perfectionner la société & à procurer le bonheur des individus.

Mais supposons un Etat d'une très grande étendue, dans lequel il y ait une gradation d'emplois électifs, où les individus de la dernière classe aient droit de voter à la nomination des emplois subalternes; supposons ensuite qu'ils aient part au choix des personnes qui doivent remplir des postes plus éminens, à mesure qu'ils augmentent en biens, en crédit, jusqu'à ce qu'enfin ils soient eux-mêmes admis



pour candidats dans les charges les plus importantes du gouvernement; & nous nous serons formé l'idée de la *liberté politique*, la plus parfaite qui soit compatible avec la nature de l'homme.

Le grand homme que nous citons, prouve d'une manière fort étendue, que le Peuple a le droit de déposer ses Agens, ou ses Magistrats, & de les punir, toutes les fois qu'ils abusent de la confiance publique & de leur autorité.

„ Si l'on me demande, dit-il, jusqu'à quel  
 „ point le peuple peut légitimement sévir con-  
 „ tre ses premiers Magistrats, je réponds,  
 „ qu'en mesurant le châtiment sur l'énormité  
 „ de l'offense, ou de l'injure faite au public,  
 „ on est autorisé à leur faire subir toute peine  
 „ qu'un homme peut encourir dans la société  
 „ humaine.

„ On objectera qu'il n'y a point de loi qui  
 „ punisse ces Magistrats, & qu'on ne peut pas  
 „ les punir d'un délit dans lequel ils sont tom-  
 „ bés avant l'établissement de la loi : à cela on  
 „ répond, que le cas dont il s'agit, est par sa na-  
 „ ture antérieur à l'établissement de quelque loi  
 „ que ce soit, parce qu'il attaque directement  
 „ le repos & le bonheur de la société.

„ On n'a jamais fait de loi contre un homme  
 „ qui chercherait à s'emparer d'une contrée,  
 „ dans la vue de réduire ses habitans à la servi-  
 „ tude; mais ne serait-il pas permis à ceux-ci  
 „ de s'afflurer de l'usurpateur, & même de le  
 „ faire mourir, quoiqu'il n'eût point enfreint  
 „ de loi établie? Ne serait-on pas en droit de  
 „ faire subir la même punition à un homme,  
 „ qui abuserait du pouvoir de la Royauté, ou  
 „ de l'emploi de Ministre, pour renverser les  
 „ loix & détruire la liberté de sa patrie? Que  
 „ dis-je? son crime serait infiniment plus atro-  
 „ ce que celui de l'usurpateur, parce qu'on  
 „ lui avait confié le dépôt des loix qu'il soule-  
 „ aux pieds, & qu'il était plus étroitement  
 „ obligé de maintenir".

On a vu un auteur avancer pour principe,  
 que le Magistrat Civil a le droit de soumettre  
 à son jugement & à sa direction, toute disposi-  
 tion qui, entre ses mains, serait plus propre  
 à procurer l'avantage de la société, que si elle  
 était au pouvoir des individus.

Quoi qu'il soit difficile de contester ce princi-  
 pe, il est aisé de voir cependant combien on  
 peut en abuser. Les Rois, les Ministres & les  
 Magistrats pourraient dire dans toutes les occa-

sions, que leurs actions ont le bien public pour objet, quelques éloignées qu'elles paroissent être de ce but.

S'il était question de priver le peuple de quelques-uns de ses droits, ou de tous ses droits, ils en seraient quittes pour dire que le peuple en abuse, & qu'ils feront mieux entre leurs mains.

Pour peu qu'on veuille se donner la peine d'examiner la marche des Tyrans & des Despotes, on s'appercevra aisément qu'ils fondent toute leur autorité sur leur prétendue sagesse, sur leurs lumières & sur l'aveuglement du peuple, qui s'égarerait, disent-ils, si on ne voulait se donner la peine de le conduire.

En Angleterre, la Magistrature ne fait que représenter l'autorité royale dans l'administration de la justice, que le prince confie à qui il veut, & pour autant de tems qu'il le veut.

Un écrivain a remarqué avec raison que la nation Angloise baïsse prodigieusement depuis quelque tems: sa liberté se lime secrètement, & parce que le peuple n'entend pas le bruit de la lime, il se croit libre. Ce qui contribue à l'affermir dans cette idée, c'est qu'on lui laisse l'usage des clameurs, lorsque sa bile est émue;



il est content, parce qu'il a la facilité de casser des vitres, de jeter de la boue, d'insulter les Ministres.

Mais le crédit de la cour augmente; elle achète les voix dans le Parlement: c'est Charles II, qui introduisit cet usage. Depuis quarante ans on ne voit pas que le Roi ait fait des demandes qui n'aient été accordées.

L'Acte du Timbre eut subsisté en Amérique, si ses Colons, plus Anglois que les habitans de la métropole, ne lui eussent opposé la plus vigoureuse résistance. On en a craint les suites, parce qu'on a bien prévu que les membres de leur assemblée nationale, inaccessibles aux bienfaits de la cour, ne se laisseraient point corrompre par ses promesses: l'Acte a donc été révoqué par intérêt pour le commerce de Londres, & non par amour de la justice. Il y a eu dans la Chambre Haute des protestations contre cette révocation, & le peuple de plusieurs provinces a adopté les principes de ces protestations.

Les différends actuels entre l'Amérique & la Grande-Bretagne ne seront sûrement terminés que par des scènes sanglantes, fatales à jamais aux peuples de cet Empire.

„ N'en doutez pas, dit un auteur connu, la  
 „ Liberté Anglaise est expirante sur les bords  
 „ de la Tamise ; c'est à Boston qu'elle s'est ré-  
 „ fugiée : on y a élevé des statues à Pitt, son  
 „ défenseur, tandis qu'à Londres on a ache-  
 „ té son silence par des honneurs & des pen-  
 „ sions”.

Avant de connaître la nation Anglaise, qui  
 ne croirait que ces harangues fortes & énergi-  
 ques, ces discours véhémens & hardis qui se  
 prononcent dans la Chambre des Communes,  
 ne soient l'expression fidèle du zèle patrioti-  
 que de leurs auteurs ? Une connaissance plus  
 particulière peut aisément détromper à ce sujet.  
 La promesse d'une pension les attendrit d'a-  
 bord, & la pension elle-même les rend plus  
 condescendans aux volontés de la Cour que les  
 membres les plus modérés.

„ Pitt lui-même, cette idole de la nation  
 „ Anglaise, a-t-il pu résister à l'appas séduisant  
 „ que la Cour lui a présenté ? Il avait résisté,  
 „ long-tems & vigoureusement à toutes ses  
 „ entreprises : elle lui offrit une pension, il  
 „ s'attiédit ; elle lui promit un titre, il fut é-  
 „ branlé ; elle le flatta d'une place de Mi-  
 „ nistre, il céda. L'établissement d'une Milice

„ nationale ne lui parut plus dangereuse pour  
 „ la liberté... Le Roi de Prusse n'eut plus en  
 „ lui qu'un défenseur foible de ses intérêts, &  
 „ il crut le Traité de paix fait avec la France  
 „ plus avantageux que nuisible à sa patrie. Ou  
 „ je me trompe (observait, il y a cinq ans, cet  
 „ auteur) ou vous verrez bientôt que la cou-  
 „ ronne de Comte fera cheoir celle de Mar-  
 „ tyr que le peuple Anglais avait placée par  
 „ reconnoissance sur la tête du Héros, qui  
 „ paraissait souffrir alors pour lui les horreurs  
 „ de la captivité.”

Tout l'étalage pompeux de la Liberté Bri-  
 tannique, l'emphase que les Anglais mettent  
 dans les éloges qu'ils en font, ne prouvent  
 pas leur attachement pour elle.

„ Si j'avais, disait Guillaume III, assez de  
 „ champs à donner, ou si j'étais assez riche  
 „ pour faire des pensions, il n'y a point de  
 „ Whig dont je ne fisse le Tory le plus dé-  
 „ terminé.”

Ces mots de Guillaume peuvent s'appliquer  
 à ce tems-ci. En Angleterre les clameurs du  
 peuple sont rarement à redouter; ce sont les  
 couplets des François contre les Ministres;  
 mais s'il se fait entendre quelque bruit sourd,



si le mécontentement se peint sur les villages, si, au lieu de ces cris aigus, on entend des paroles sourdes & mal articulées, c'est une preuve que l'orage se forme & qu'il ne tardera pas à éclater; le silence morne & farouche du peuple Anglais mécontent est toujours l'avant-coureur des révolutions.

On a dit au sujet de la Liberté de la presse, qu'elle dégénère en licence; mais elle est nécessaire en Angleterre. Hume prétend que quand les Anglais se relâcheront sur cet article de la liberté, la partie démocratique de leur gouvernement sera près d'expirer & d'être engloutie par la partie monarchique.

„ L'Anglais, toujours agité par l'inquiétude,  
 „ de, remué sans cesse par un grand motif,  
 „ flotte continuellement entre le calme & la  
 „ tempête; les vagues des partis le portent  
 „ sans cesse vers le point d'intérêt qui le touche;  
 „ quel qu'il soit, il tient également à la  
 „ liberté de la presse. Les Ministres & le Roi  
 „ ont seuls intérêt à ce qu'elle ne subsiste pas,  
 „ parce qu'elle sera toujours pour la liberté  
 „ Anglaise un grand moyen d'éloigner sa ruine.  
 „ Plus l'autorité Royale aura d'observateurs,  
 „ plus elle sera timide: beaucoup de

„ télescopes braqués sur les cabinets des Mi-  
 „ nistres doivent les rendre circonspects , &  
 „ ces lunettes grossissent les objets. La presse  
 „ Anglaise sera toujours aussi redoutable à  
 „ l'ambition de la cour de Saint-James, que  
 „ la gueule du Lion de la place Saint-Marc  
 „ l'est à Venise.”

L'histoire du gouvernement des anciennes Républiques nous démontre les causes de leur élévation, & de leur déperissement.

Un Seigneur Anglais a fait un certain livre, dans lequel tous les faits de l'histoire ancienne sont traités relativement aux vices ou aux avantages du gouvernement Britannique. Dans son travail, il semble n'avoir eu en vue que sa patrie; il a montré beaucoup d'indifférence pour la postérité & pour ses voisins; il paroît n'avoir eu pour but que d'ériger un autel dont Pitt est l'idole : tout tend à justifier l'espece de culte qu'il lui voué. Un autre auteur, au lieu de suivre l'écrivain Anglais dans son Ile, lui a dérobé le fil, & s'est transporté dans tous les lieux, & a parlé à tous les âges & à toutes les nations. L'ouvrage de l'Anglais, au contraire, n'est qu'une censure de la conduite des anciens Ministres, & l'apologie de leurs succès.

seurs. Les peuples étrangers sont des témoins indifférens de ces querelles nationales.

L'histoire présente des tableaux bien variés des divers Etats & des diverses Républiques, à commencer par Sparte. Tous les Etats de la Grece furent Monarchiques, dans leur origine; l'oppression & la tyrannie causerent plutôt leur liberté qu'un penchant décidé de ces peuples pour l'indépendance. Sparte éprouva plus de révolutions que les autres Etats de la Grece, jusqu'au moment où Lycurgue changea la forme de son gouvernement, il créa, pour ainsi dire, de nouveaux hommes; tant qu'ils ne dégénérèrent point, Lacédémone donna des loix au reste de la Grece. Divers motifs causerent sa décadence, des progrès d'abord insensibles finirent par la détruire.

La discipline établie par Lycurgue, semblait à Polybe être plutôt l'ouvrage des Dieux que celui des hommes. Les plus célèbres philosophes de l'Antiquité y ont tous reconnu le caractère de la Divinité. L'Anglais, qui dans la spéculation devrait jouir dans son Ile d'un calme durable, & qui dans le fait vit au milieu des tempêtes, se persuade que sa Constitution, telle qu'elle a été établie dans la dernière Révolu-



tion, est bien supérieure à la discipline de Lycurgue. Toutes les nations ont leurs chimères qu'il faut respecter : une illusion flatteuse vaut mieux que la réalité.

La République d'Athènes présente un tableau différent ; les mœurs douces & faciles des Athéniens contrastent avec l'austérité spartiate. Les uns ne cherchaient qu'à plaire, les autres qu'à se faire respecter ; la constitution de leur gouvernement différait autant que leurs mœurs.

Après l'abolition de la Monarchie, l'autorité souveraine résida toute dans le Peuple. L'ambition du pouvoir donna naissance aux factions ; les dissensions civiles, suites funestes de la Démocratie, armerent les citoyens les uns contre les autres. La patrie des savans & des sages eut l'administration la plus orageuse : preuve humiliante que les sciences se bornant à éclairer les hommes, les laissent dans la servitude de leurs passions.

Les loix sévères de Dracon ne servirent qu'à multiplier le désordre dans Athènes ; on s'adressa à Solon pour réformer la constitution de l'Etat. Solon se proposa d'abord Lycurgue pour modèle, mais il rencontra trop de difficultés pour établir dans Athènes l'égalité de Spar-

te. Il voulut abolir les dettes; ses amis, dépositaires de son secret, eurent la lâcheté d'en abuser; ils emprunterent de tous côtés pour acheter des terres; leur fraude fut découverte, & l'indignation qu'elle devait inspirer tomba sur Solon. Il parvint à imposer silence à ses censeurs: les charges furent le partage des riches; mais le pauvre eût entre les mains la destinée de l'Etat; il avait le droit de donner son suffrage dans l'assemblée du peuple; aucune loi ne pouvait passer sans l'approbation de cette assemblée.

Anacharsis, philosophe Scythe, se moquait de ce pouvoir excessif entre les mains de la multitude. Voyant un jour décider par le peuple une affaire discutée dans le Sénat, il ne put s'empêcher de dire à Solon: „ qu'on ne voyait „ qu'à Athenes les sages consulter, & les fous „ décider.”

Le Législateur, aussi éclairé que le Philosophe Scythe, sentait comme lui le défaut; mais il connaissait le génie impétueux des Athéniens, & sur-tout leur délicatesse, toujours prompte à s'allarmer sur la diminution de leurs privilèges; il crut devoir laisser subsister un mal, qu'il ne pouvait entreprendre de guérir, sans exposer

la République à une ruine prochaine. C'était pour prévenir de plus grands abus , qu'il établit un Sénat composé de 400 citoyens, chargés de réprimer l'humeur indocile & remuante du peuple. L'Aréopage devait travailler à mettre un frein à l'ambition des riches. Les Loix de Dracon furent remises en vigueur; mais on abolit celles qui infligeaient des peines si cruelles aux coupables. Solon , comme le remarque Plutarque, ne crut pas devoir laisser subsister des Loix qui ne mettaient aucune différence entre le malheureux qui avait volé des légumes , & le scélérat qui s'était souillé du sang de ses semblables, ou qui avait profané le sanctuaire des Dieux.

A peine la Législation de Solon était établie, que Pisistrate, son proche parent, la renversa. Athenes éprouva des révolutions sous les enfans de ce dernier; la plupart n'eurent leur source que dans l'imprudence du Législateur, qui avait abandonné les rênes du gouvernement à une populace inconsidérée, qui n'usait de sa liberté que pour la rendre funeste à ses concitoyens. Bientôt les Athéniens dégénérèrent; bientôt ils se livrerent à la frivolité, à une sécurité paresseuse, & aux mol-



les voluptés. Les revenus publics, destinés à l'entretien des armées & des flottes, étaient employés à donner des fêtes & des spectacles. La paye du soldat & du matelot, salaire modique de tant de travaux & de fatigues, servait d'aliment au luxe & à l'indolence. La multitude était au théâtre, & le camp était désert. Le faste séduisant de la ville dégoûtait de l'austérité de la discipline militaire. Des histrions, des joueurs de gobelets, des poètes, usurpaient les hommages publics.

Combien de réflexions justes pourrait-on faire & appliquer aux Anglais, mais qui seraient d'autant plus humiliantes qu'elles seraient vraies ! Eh ! qu'y voit-on ? Des citoyens, insensibles aux disgrâces publiques, & qui aiment mieux s'occuper des succès d'une actrice, que de servir l'Etat qui a besoin de leur appui.

Les révolutions des Républiques de Thebes, de Carthage & de Rome, sont assez connues. La destinée de ces anciennes Républiques devrait allarmer les peuples de la Grande-Bretagne, à moins qu'instruits par leurs malheurs, ils ne préviennent leur ruine, en évitant leurs fautes, & en réprimant leurs abus. La Grece, théâtre autrefois des arts & des sciences, mése

seconde des Philosophes, des Législateurs & des Héros, gémit aujourd'hui accablée sous le joug de la barbarie, & languit dans les ténèbres de l'ignorance. Carthage, orgueilleuse souveraine des mers, le centre du commerce des nations, embarrasse maintenant les recherches du voyageur impatient de déchirer le voile qui lui cache ses ruines. Rome, autrefois maîtresse de l'univers, n'est plus que la demeure d'hommes assez avilis pour ne pas s'apercevoir de leur bassesse : quelques sbires lâches & sans émulation, veillent au Capitole où triomphaient les Scipions. L'Angleterre peut succomber sous le poids des divisions intestines ; elle peut perdre son crédit, être abattue & atterrée à jamais.

On fait que l'esprit de la nation Anglaise est enclin à des vues d'ambition, qu'elle aspire à la domination des mers, qu'elle veut donner la loi à tous ses voisins. Un député du Parlement ouvrait son discours dans cette assemblée qui représente la Nation en Corps, par ces propres mots : „ On ne doit pas laisser tirer un coup de canon dans aucune partie du monde, sans la permission de la Grande-Bretagne, dans la révolution d'un demi-siècle”. Ici le masque tombe, elle a montré à découvert à tout l'un-

vers son ambition sans bornes : mais le moment peut arriver où l'on donnera des fers à la République superbe qui prétendait en donner à la République générale de l'Europe,

——— *Fam non ad culmina rerum  
Injustos crevisse queror : tolluntur in altum  
Ut lapsu graviore ruant. ....* CLAUDIAN.

Les esprits faibles, a dit un homme estimable, ne peuvent pas soutenir l'aspect de la vérité. Comme il en est plus de ceux-là que d'autres, elle est toujours désagréable à la multitude. Il est presque aussi dangereux de dire la vérité aux peuples, que de la dire aux tyrans.

Le Peuple d'Athènes fit périr Phocion & Socrate par le poison, parce qu'il avait appris d'eux la vérité. Les Lacédémoniens, cette nation vertueuse & ennemie du mensonge, aimait la simplicité & l'ingénuité; cependant ces mêmes Spartiates lapiderent Lycurgue & lui arracherent un œil, parce qu'il leur avait fait voir la vérité.

Aimer son pays, s'aviser d'être vertueux dans un siècle pervers; plus d'un de ceux qu'on a fait passer pour fous, n'avaient pas d'autre folie.



Le poëte Lec définit ainsi un fou , „ *un homme*  
 „ *qui differe de la multitude*” ; & il se croyait  
 enfermé avec le peu de gens qu'il connaissait  
 de sa trempe , dans Bedlam , tandis que tous les  
 autres , dont le nombre était infiniment plus  
 grand , étaient en liberté.

Solon & le premier des Brutus eurent le re-  
 nom de fous , & s'en faisaient gloire. Les gé-  
 nies mercénaires qui voulaient faire leur cour  
 aux tyrans , ont donné la même épithete au se-  
 cond Brutus , ou une autre encore plus odieu-  
 se. Voici ce que Cowley a dit de lui :

„ Les hauts sentimens des ames héroïques ,  
 „ sont à une si grande distance de notre enten-  
 „ dement , que nous prenons souvent leurs ver-  
 „ tus pour des vices. Hélas ! notre vue est si  
 „ faible , que les corps qui sont agités par le  
 „ mouvement le plus rapide , nous paraissent  
 „ dans le repos. Nos regards ne contemplent  
 „ point la vertu à ce degré de hauteur , & no-  
 „ tre idée ne conçoit point son idée suprême  
 „ qui puise sa force & son état dans le sein de  
 „ la lumière originaire : nous ne la connaissons  
 „ que par les rayons qui viennent jusqu'à nous  
 „ à travers notre défectueuse nature ou nos ha-  
 „ bitudes vicieuses. Mais n'en soyons pas sur-

„ pris : quand, les yeux fixés sur une onde tran-  
 „ quille, nous y découvrons le firmament, les  
 „ astres si prodigieusement élevés au dessus de  
 „ nos têtes ne nous paraissent-ils pas être sous  
 „ nos pieds” ?

Je fais bien qu'il n'est pas moins dangereux d'écrire contre les préjugés populaires que contre les tyrans : il est cependant cruel de flatter le peuple : il y a plus, c'est être en quelque façon suicide : il serait à souhaiter qu'on pût en arrêter le zèle frénétique, & le détromper, s'il était possible.

„ Notre négligence, chers Patriotes, (écri-  
 „ vait un homme respectable) notre négligen-  
 „ ce hâte le cours des maux qui nous mena-  
 „ cent, & nous n'avons que de l'insensibilité !  
 „ Une ame encore sensible aux malheurs de sa  
 „ patrie, peut-elle jeter les yeux sur cette  
 „ perspective sans effroi ? Un cœur susceptible  
 „ d'humanité peut-il se prêter sans efforts à  
 „ leur description ? Nation appauvrie & excé-  
 „ dée de charges ! ton Commerce est sur son  
 „ déclin, tes Finances sont dans l'épuisement,  
 „ & tu te livres au luxe, aux plaisirs & aux  
 „ déportemens de tout genre ? Tu foules aux  
 „ pieds toute espece d'autorité ; & dans l'excès

„ de ta licence, tu ne souffres ni frein ni ré-  
 „ gle! Un gouvernement sans nerf, sans vi-  
 „ gueur, & dont tous les ressorts sont dans la  
 „ détente! L'intérêt personnel devenu l'esprit  
 „ général! Il s'est emparé de tous les rangs,  
 „ de toutes les classes; il a corrompu la masse  
 „ nationale! Un Etat sans alliances & sans con-  
 „ fédération! Dans les pays étrangers, peut-  
 „ être une ligue puissante, empressée & inquie-  
 „ te de saisir l'occasion de reconquérir sa gloire,  
 „ & de nous écraser du poids de son ressen-  
 „ timent.”

Le développement des calamités qui travail-  
 lent la Nation Anglaise, ne peut que l'ex-  
 poser à la dérision des Etats étrangers, & ex-  
 citer le ressentiment du Peuple contre l'admi-  
 nistration. Mais un exact exposé de la situation  
 actuelle de la Grande-Bretagne, ferait peut-être  
 un heureux serment jeté dans le public, qui  
 engagerait quiconque est ami de son Roi, qui-  
 conque est ami de sa patrie, à faire l'emploi de  
 ses connaissances & de ses talens, pour former  
 & soutenir un plan d'opérations, dont le succès  
 pourrait peut-être assurer à la Grande-Bretagne  
 sa tranquillité & sa dignité primitives. Sa con-  
 fiance ferait dans l'union du Roi & du Parle-



ment; du concert de ces deux pouvoirs, on espérerait voir éclore des expédiens heureux.

L'essentiel dans les circonstances actuelles serait de trouver les divers points importants, relatifs aux moyens de réconciliation avec les Colonies. Le cas actuel requerrait de douces mesures, pour éteindre au plutôt le noir flambeau de la rébellion qui désole depuis si longtemps d'infortunés habitans.

Le commerce, source des richesses de l'Angleterre, mérite la plus grande considération. Le schisme des Colonies avec la mère-patrie porte le plus grand préjudice à la Grande-Bretagne. Quel tableau désoleant présente son Commerce actuel! Quelles pertes énormes les Anglais n'ont-ils pas faites! Quelles sommes n'ont pas été absorbées par l'étranger!

Il est démontré que depuis la paix, dans l'espace de quatre ans, la Russie a enlevé à l'Angleterre une somme de 3,606,515 Livres en Espèces, & que dans le même période, la Suède de lui a fait perdre 958,898 Livres Sterlings. Le bénéfice perçu, en même tems, par la Nation, dans le même nombre d'années, sur le Commerce d'Espagne & de Portugal, s'est trouvé, pour ainsi dire, absorbé par les sommes

dont la Suede & la Russie se sont enrichies à ses dépens , ainsi que par le déclin subit ressenti dans le Commerce du Portugal.

Cet objet important ne devrait-il pas porter le Ministère à l'examen le plus sévère ? Le seul soupçon de la décadence du commerce devrait, selon l'expression d'un auteur, être, à toutes les heures du jour, pour ses oreilles une espece de tocsin, une cloche d'allarmes; quel motif plus puissant pourrait l'engager à redoubler d'activité & d'attention pour empêcher que la France n'obtienne l'ascendant & une supériorité décidée sur le Continent. Le Commerce de l'Angleterre avec la Hollande & les différens Etats d'Allemagne, sera toujours pour elle de la plus grande conséquence: effectivement dans le seul espace de quatre ans, elle a tiré de ces Etats un bénéfice de 14,874,567 Livres,

Que d'observations à faire sur les moyens de multiplier les avantages qui découlent du commerce établi avec les pays étrangers! Que de vœux pour la réunion tant désirée des Colonies avec la mere-patrie ! & que de changemens nécessaires pour le bonheur intérieur de la Grande Bretagne!

Pour l'Administration, il serait à desirer des hommes à qui le Roi pût donner sa confiance, justes, integres, désintéressés, & que le Peuple jugeât dignes du Ministère; des hommes qui ne sacrifieraient point l'intérêt de l'Etat aux suffrages mendés d'un Peuple sans consistance, qui ne feraient point leur cour au Prince, en usurpant les droits du Peuple. Une chose essentielle serait, que le Prince ne confiât pas l'exercice de son pouvoir suprême, à celui qu'il ne juge pas digne de son estime. L'expérience est encore d'une nécessité absolue pour ce Ministre équitable & qu'on souhaite: en effet il est toujours à désespérer que des hommes qui ignorent les affaires nationales, qui n'ont jamais étudié la Constitution de leur pays, qui n'ont aucune connaissance des choses, puissent imprimer au vulgaire l'amour de ses devoirs & de la subordination.

„ Une Administration composée d'hommes  
 „ sans principes,” (a dit un auteur célèbre)  
 „ ne ramenera jamais le peuple Anglais à l'u-  
 „ nion & à l'harmonie nécessaires; jamais il  
 „ n'aura de confiance, lorsqu'il verra les ri-  
 „ chesses de l'Etat s'écouler & se fondre dans  
 „ la main du prodigue”.



L'Angleterre & la France sont deux Puissances rivales. Si cette dernière prenait une fois l'ascendant sur la Grande-Bretagne, quelles craintes ! quelles alarmes ! La France a bien plus d'avantages, plus de ressources en elle-même, que l'Angleterre. Qui en fera le parallèle, verra que la première l'emporte en toutes choses possibles.

En fait de prérogatives naturelles, la France excède l'Angleterre au-delà de toute mesure. Son territoire est une fois aussi étendu, ou peu s'en faut, que les Iles Britanniques, avec cet avantage que les proportions en sont exactes ; au lieu que l'Angleterre & l'Ecosse ne sont point ramassées, & occupent une étendue beaucoup plus longue que large. Ajoutez à cela que l'Irlande est séparée, & que la navigation entre les Iles est fort dangereuse ; circonstances qui mettent un poids prodigieux dans le bassin de comparaison, en faveur de la France. Ici tout est rapproché, tout est compacte ; le Souverain est au centre ; deux jours suffisent pour envoyer des ordres à l'extrémité la plus reculée du Royaume. Si les Iles Britanniques se trouvaient réunies sous une forme pareille à l'Ile de Bornéo, la balance du pouvoir entre

les deux Etats rivaux, serait sans doute très différente.

On voudra peut-être faire valoir dans ce parallèle les côtes étendues de la Grande-Bretagne, dont les Anglais savent tirer de si grands avantages ? Il est vrai, si la France est capable de lever des armées considérables, l'Angleterre leve des flottes puissantes ; ce qui remet la balance du pouvoir dans une sorte d'équilibre. On convient des avantages de l'Angleterre sur la France en tems de guerre.

Quant à sa fertilité, quelques avantages que le climat puisse procurer, l'industrie peut se les procurer aussi, & de plus grands peut-être, à l'aide de la culture & des échanges.

La France a pour elle une grande fertilité, une population nombreuse, des richesses réelles, des forces redoutables, un pouvoir concentré, qui résulte de la forme de son gouvernement. L'Angleterre est bien plus heureuse que la France, non-obstant les charges qu'elle met sur ses sujets ; le gouvernement en est doux, & ce qui diminue le poids des charges, c'est qu'elles sont distribuées plus également qu'en France. On sera étonné peut-être que je fasse la France plus puissante que l'Angleterre, mais j'ai des raisons de penser ainsi.

D'abord, pour ce qui est du crédit & des papiers qui ont cours chez la nation, je les évalue moins que rien, & plusieurs écrivains sont de même sentiment. La raison en est, que l'on échange un avantage passager contre un préjudice durable. En second lieu, tout ce qu'on peut alléguer de plus fort contre ce sentiment, ce sont les grands succès de la Nation Anglaise dans la dernière guerre. Or je ne crois pas qu'ils fassent preuve en sa faveur. Ces grands succès sont moins dûs aux forces effectives de la Grande-Bretagne, qu'au trait politique d'enlever les vaisseaux Français, joint à l'instabilité des conseils qui a lieu à la cour de Versailles.

Ce pouvoir prétendu existait-il six ou sept ans avant la guerre ? Cependant la Grande-Bretagne avait de bons alliés : que lui ont servi tous ses efforts & six millions jetés chaque année en Allemagne ? Si les Français n'avaient pas cherché à y prolonger la guerre, ils auraient pu chasser à Closter-Severn les Anglais, & leur Général étranger, précisément comme ils avaient fait auparavant le Duc de Cumberland. Mais prenons six millions de dépenses faites en Allemagne, joignons-y vingt mille hom-



hommes de troupes; je dis que sous un Ministre aussi actif que celui qui était alors, ces secours auraient suffi pour mettre la France à deux doigts de sa perte. Il était donc contre toute politique, de pousser les succès plus loin dans cette guerre d'Allemagne. Enfin, ce n'est pas l'avantage remporté dans une courte guerre qui décide des forces d'un Etat, surtout quand ses armes, peu de tems auparavant, ont été aussi malheureuses. Dix mille Français débarqués en Angleterre, détruiraient ce crédit de fond en comble, quoique l'armée elle-même y serait bientôt taillée en pieces. Cette espece de pouvoir ne doit donc pas être évaluée trop haut.

A la vérité, en réfléchissant sur les événemens de la dernière guerre, on ne peut que féliciter la Nation Anglaise sur son courage, sur son patriotisme & sur ses succès, dans ces tems critiques. Les taxes énormes imposées sur le Commerce semblaient en avoir augmenté l'activité & la splendeur; les dépenses de l'Etat étaient incroyables & sans exemple, mais son crédit lui procura en Emprunts, des sommes égales à ses avances exorbitantes: le cœur froid de l'homme opulent & de l'étranger, brûla du

même feu que celui du citoyen; on les vit confier leurs richesses à la foi du Parlement; sans s'informer de la validité des fonds assignés pour la sûreté de leurs capitaux.

Heureusement pour l'Angleterre, le Prince qui occupe le trône est ami de la paix; heureusement ses Ministres ne se laisserent pas éblouir par l'éclat des apparences; sagement ils conseillèrent au Monarque de tirer parti de cette splendeur factice & mensongère; avant que l'on eût arraché le voile séducteur qui couvrait une misère réelle.

On reconnut alors que les entreprises les plus heureuses n'offraient point à la nation de compensation équivalente au dépérissement de ses sujets, victimes de l'intempérie des climats devenus le théâtre de la guerre. Les entraves mises à l'industrie, les charges imposées aux manufactures, le haut intérêt de l'argent, tous ces objets furent pris en considération. D'après un examen réfléchi, on fut convaincu que l'augmentation des Exportations avait pour source principale les demandes urgentes & les besoins pressans & des flottes & des armées Anglaises; les approvisionnemens n'avaient été faits que par le produit des taxes les plus oppressives.

L'Angleterre a reconnu que tandis que les matelots se détruisaient à bord de ses vaisseaux de guerre, ou de ceux de ses armateurs; des vaisseaux, des matelots étrangers étaient employés au transport de ses propres marchandises: enfin les nations neutres se sont emparées entièrement de son commerce de fret, source principale de son opulence, & le plus grand soutien de sa marine. Effectivement, en comparant les six années de guerre avec les six années de paix qui ont précédé, on trouve sur le nombre des vaisseaux d'Angleterre entrant dans ses ports, une réduction de 1756 navires, & à l'égard de l'étranger une augmentation de 863 vaisseaux.

A la publication de la paix, les matelots étrangers qui garnissaient la plupart des vaisseaux au service de l'Angleterre, ont pris un autre parti, & en la quittant ils ont emporté le bénéfice de son commerce, & les connaissances acquises de sa manœuvre. La conquête de la Havane a porté une autre atteinte; l'arrêt mis sur les galions, qui du Mexique devaient aller enrichir l'Espagne, a mis les correspondans espagnols dans l'impossibilité de faire passer en Angleterre le montant des envois faits pour



eux en Amérique. La perte du commerce de la Vieille Espagne est devenue une nouvelle obstruction à la rentrée des fonds publics. L'entreprise faite sur le Portugal a privé la nation Anglaise du bénéfice provenant de l'importation des matieres d'or & d'argent; & la solde faite aux troupes employées à la défense de ce Royaume, a été une nouvelle saignée ouverte pour diminuer l'activité de la circulation des Especes.

De l'argent obtenu à des conditions ruineuses procure des hommes à la Grande-Bretagne, mais elle s'est débarrassée de tous ses sujets oisifs ou dangereux pour subvenir aux nouvelles levées. Il faudra donc s'en prendre à l'homme qui se nourrit de son travail, à l'homme qui enrichit l'Etat de son industrie. Déjà, pour se procurer de nouvelles recrues, on s'est permis les plus grandes prodigalités; peu s'en faut que les Officiers commandans n'aient décidé, par leurs offres, les ouvriers & les fabricans à quitter pour jamais la navette & l'enclume. Des Armées, composées de fabricans & de cultivateurs, ne peuvent faire que des conquêtes onéreuses à la Nation; la haute paye qui les a décidés, produit une

surcharge à l'Etat; & ce qui met le comble au désordre, c'est l'emploi fait d'hommes utiles, dans des climats destructifs de l'espece humaine.

La France a été accablée de moins de maux; ses échecs, ses pertes semblent n'avoir servi qu'à compléter ses régimens de soldats plus braves, plus aguerris & mieux disciplinés: réunissant toutes ses forces sur le Continent, elle seule pouvait y soutenir une guerre offensive; d'ailleurs, la gloire du Prince était pour la nation une ressource entiere & toujours substantielle; les honneurs militaires n'avaient point encore été accordés, comme récompenses des services rendus gratuitement. En ouvrant cette nouvelle mine, la France en aurait tiré de nouveaux trésors; dans le tems de la négociation du traité, elle avait des ressources pour tenir honorablement la campagne qui devait suivre. Mais l'Angleterre, pour faire face, aurait été forcée de faire de nouveaux Emprunts; elle aurait fait le sacrifice de vingt mille sujets; elle se serait grevée d'une dette de douze millions de plus: mais elle a eu la sagesse de reconnaître que c'était le moment favorable de terminer une guerre défavorable,

& le bon génie qui préside à la gloire de la Nation Anglaise, inspira, sans doute, aux Monarques Français & Espagnol le désir de la paix.

Pour en profiter l'Angleterre devrait soulager ses sujets des charges énormes sous lesquelles ils sont prêts à succomber ; elle devrait ranimer le commerce, rendre aux manufactures leur activité, remplir le vuide immense du trésor public & favoriser la population, afin de réparer les pertes énormes qu'elle a faites dans un genre aussi précieux. Si, au contraire, elle s'endort dans une indolente sécurité ; si elle laisse saigner & suppurer ses playes, au lieu de les consolider, sa négligence deviendra fatale à sa prospérité, & bientôt par un engourdissement coupable, elle sera dans l'impuissance de défendre le siege de son propre Empire contre les efforts réunis de la France & de l'Espagne.

Les impôts que supportent les gens de mer & les artisans, les jettent dans l'abattement & la consternation ; ils menacent d'abandonner leur patrie ; ils exigent une augmentation de salaire. Si on la leur accorde, le prix des matières ouvrées haussant en même raison, & la



consommation intérieure diminuant, bientôt les demandes pour les pays étrangers se réduiront à rien. La nation est donc à la veille de perdre son commerce: cette perte entraînera celle de ses sujets, ses revenus s'écrouleront & se fonderont dans leur cours, avant que l'on puisse en opérer la réunion.

Le commerce étant la source des richesses & des trésors d'un Empire, les motifs les plus pressans devraient être présentés à l'Europe, pour la détourner des guerres nuisibles à son extension & à ses progrès. La Grande-Bretagne devrait de son côté voir ce que lui convient le mieux à ce sujet.

Vérité triste, mais certaine! Le genre humain est encore barbare, & de la barbarie de l'ignorance, & de la barbarie de la férocité. Quand je dis le genre humain, je considère sur-tout les nations qui passent pour être civilisées, à cause que chacune d'elles a une sorte de police intérieure. Des peuples qui, pour être heureux & puissans, n'aspireraient & ne travailleraient qu'à dévaster & à dépeupler les pays voisins, & qui, pour s'enrichir & s'enorgueillir du malheur des autres, ne cesseraient de dévaster & de dépeupler leur propre pays.

sans se le persuader, même à la vue de leur ruine, ne seraient-ce pas là des peuples barbares, tout-à-la-fois ignorans & féroces ? Voilà l'Europe.

Il manque à l'Europe plus de cent cinquante millions d'habitans : plus de la moitié de ses terres est en friche ; presque tous les Etats y sont ébranlés & effrayés des secousses de la décadence : & nous la trouverons florissante ! Les arts y brillent sans doute ; mais qu'est-ce que des arts au milieu de la dévastation & de la dépopulation ? Des ornemens de mausolée.

Autrefois la fureur des conquêtes possédait les Puissances, & l'on calculait les forces des Empires, ou par leur population, ou par l'étendue de leur territoire, ou enfin par le nombre de leurs troupes, avant que Colomb & Gama eussent rapproché les deux Indes de l'Europe : lorsque les mers du Midi, de l'Orient, & du Nord eurent vomé sur cette région, à grands flots, l'or & le poivre, la fureur du trafic s'empara insensiblement des Nations, & à la fin l'on pesa les Etats à la balance du commerce.

Combien cette révolution d'erreurs n'a-t-elle pas été funeste ! Il serait inutile de rappeler ici

que depuis le regne du nouveau préjugé, l'on pourrait parcourir l'univers, à la trace du sang & sur les débris des fortunes des Européens, sacrifiés par la cupidité dans les courses & les entreprises de commerce : nos compatriotes se sont familiarisés avec ces erreurs, comme les Turcs avec les horreurs de la peste; elles ne les affectent plus.

Mais quand ils gémiront du déplorable état de leurs terres, je leur dirai : „ nations appau-  
 „ vries & dégradées, pleurez sur vos erreurs,  
 „ vos maux en sont l'ouvrage. Pourquoi avez-  
 „ vous préféré l'or au pain ? La terre est stéri-  
 „ le autour des mines; elle le devient sous les  
 „ monts d'or : vous avez méconnu la vraie ri-  
 „ chesse, & vous avez abandonné le corps pour  
 „ courir après l'ombre. Voyez les taxes de  
 „ commerce tomber, en torrens furieux,  
 „ grossis par une masse énorme de frais, sur  
 „ les campagnes, où le commerce puise tout  
 „ ce qu'il possède; les privilèges & les prohi-  
 „ bitions, servir au marchand d'armes, avec les  
 „ quelles il force le cultivateur & toute la so-  
 „ ciété de subir la loi déprédatrice qu'il leur  
 „ impose; des milliers de charrues & des mil-  
 „ lions de laboureurs entrer dans la construc-



„ tion & au service des vaisseaux, des maga-  
 „ sins de tous les genres, d'ateliers ordonnés  
 „ pour le commerce; les Compagnies, publiques  
 „ ou privées de négoce, attirer à elles l'ar-  
 „ gent qui féconderait votre territoire. C'eût  
 „ ainsi que vous déchirez vous-mêmes vos en-  
 „ traîles. Pour avoir follement imaginé que le  
 „ commerce produisait des richesses comme  
 „ l'agriculture, & plus encore que l'agricul-  
 „ ture; que l'intérêt du commerçant était aussi  
 „ précieux à l'Etat, que l'intérêt du cultiva-  
 „ teur; que la prospérité de l'Empire dépendait  
 „ plutôt des profits faits sur les échanges, que  
 „ de l'abondance des matières de change, vous  
 „ avez lancé l'anathème sur vos terres, & vous  
 „ n'avez plus qu'une faible population affa-  
 „ mée".

„ Tel est le langage que je tiendrai aux nations  
 „ agricoles, qui se glorifient d'être commerçan-  
 „ tes; mais ces vérités rappellent l'administration  
 „ & les mœurs à la nature, elles ne les enten-  
 „ dront pas. Que du moins les patriotes ne les  
 „ rejettent pas sans les avoir méditées; leur vrai  
 „ titre est le *Salut de la patrie*. Que ces peuples  
 „ apprennent à douter de la bonté de leurs princi-  
 „ pes d'administration; qu'ils se défient des pré-

jugés de leurs peres; qu'ils craignent d'être dans l'erreur, puisqu'ils sont dans une crise de souffrance; c'est assez. Dès lors l'Agriculture, dont les avantages n'ont pu être contestés que par des hommes qui condamneraient le genre humain à l'état d'enfance que l'on appelle si mal à propos état de nature; dès lors l'Agriculture se rétablira dans ses droits, parce qu'entre deux moyens, dont l'un est évidemment bon, & dont l'autre ne présente que des apparences équivoques d'utilité, il n'y a pas à choisir. Un pere de famille balance-t-il à ramener ses enfans au port, quand l'orage est à redouter? Je le demande aux bons Rois.

Le tems viendra bientôt, à moins que le cri de la vérité naissante ne soit étouffé par les clameurs & les manœuvres de l'aveugle cupidité; le tems viendra bientôt, ( car la vérité seule peut nous sauver ) où la facilité de multiplier les impôts par le commerce ne séduira plus les gouvernemens, & où la prospérité du commerce des marchands regnicoles ne fera plus illusion aux peuples, & alors l'administration marchande ne trouvera plus ni protecteurs ni fauteurs.

Il sera démontré aux yeux de ceux qui portent le fardeau de l'administration, que les impôts sur les marchandises sont autant de frais de commerce que les commerçans sont obligés, sous peine d'être frustrés de tout bénéfice, & même du recouvrement d'une partie de leurs dépenses, de rejeter sur la nation, soit en achetant moins cher du premier vendeur, sans quoi la marchandise renchérie par la taxe serait refusée, au moins par l'étranger, ce qui diminue les profits du cultivateur, & dès-lors la reproduction; soit en vendant plus cher au consommateur intérieur, comme il arrive à toute nouvelle création de pareils impôts; ce qui diminue nécessairement la consommation, & dès-lors la production : des deux côtés, défolation des terres & déprédation du revenu national, par tout où il y a de richesse territoriale; car, où il n'y a point de territoire, comme en Hollande, l'impôt ne peut être réfléchi sur les terres, & le marchand ne peut s'en décharger sur autrui, parce que tout y est marchand. Cette vérité une fois reconnue, par quel appas le commerce pourrait-il capter la faveur du fisc, & maintenir l'administration fiscale ?



Il fera démontré aux yeux de tous ceux qui ne se refusent point à la lumière, que le commerce des marchands regnicoles n'est point le commerce de la nation, & qu'il ne fleurit même dans l'état actuel des choses qu'en la dévorant. En effet, le vrai commerce de la nation est celui qui soutient son revenu, & non celui qui le consomme; c'est le commerce de ses cultivateurs qui lui est d'autant plus avantageux, que leurs ventes sont plus lucratives, parce qu'elles procurent par l'amélioration de la culture, une augmentation de revenu ou de richesse annuellement renaissante; & non celui de ses marchands, qui lui est d'autant plus désavantageux, que leurs profits sont plus considérables, parce qu'ils sont pris sur son revenu, & qu'ils ne sont pas employés à la reproduction de cette richesse renaissante.

Quel est l'intérêt de la nation? De vendre à bon prix, & d'acheter à bon marché. Quel est l'intérêt des marchands? D'acheter à bon marché, & de vendre à bon prix. Comment la nation se procurera-t-elle des ventes & des achats plus fructueux? En appelant un grand nombre d'acheteurs & de vendeurs, qui mettront à l'enchère ce qu'elle aura à vendre, & au ra-

bais ce qu'elle voudra acheter; c'est-à-dire, en provoquant la plus forte concurrence par la pleine liberté du commerce. Comment les marchands tireront-ils de leurs échanges le plus gros bénéfice? En écartant tous ceux qui viendraient ajouter, par leurs demandes, au prix de ce qu'ils achètent, & diminuer, par leurs offres, de la valeur de ce qu'ils vendent, c'est-à-dire, en s'assurant le monopole par des privilèges & des prohibitions. La nation & ses marchands sont donc évidemment & perpétuellement en opposition, & dans l'objet & dans les moyens. Si les marchands l'emportent, le commerce prospérera sans doute, jusqu'à ce que celui de la nation soit ruiné, & l'ignorance qui verra beaucoup de vaisseaux en mer, dira que le commerce de la nation est florissant.

Ces principes une fois reçus, l'on ne dira plus que les Nations ont des intérêts différens & même opposés; & l'on ne se rappellera qu'en frémissant, qu'il fût un tems où le monde était gouverné par cette affreuse maxime. Le sentiment nous inspire la vérité avant qu'elle nous soit clairement révélée. Les hommes ne naissent point armés, comme ces monstres de la fable, pour s'entre-égorger en naissant. Se

pourrait-il que le crime, la guerre, la désolation, l'anéantissement, fussent le vœu & la loi de la nature? Ils le feroient, si les nations n'avaient pas un seul & unique intérêt. C'est déjà trop que de violer l'ordre, il ne faut pas encore avoir l'impiété d'accuser l'auteur de l'univers de ne l'avoir formé que pour se repaître d'un spectacle d'horreurs.

Les peuples sont entr'eux sur la terre comme les citoyens d'un Etat, comme les habitans d'un hameau, tous liés par un intérêt commun. La terre n'est qu'un Empire, les Royaumes ne sont que des Provinces de cet Empire universel, régi par la nature & par Dieu même. Qu'importe la domination particulière des Dieux? qu'importe le nom du maître auquel chacun obéit? Comment arrivera-t-il que deux pays, qui, soumis au même Prince, faisoient l'un & l'autre leur propre bien par un commerce réciproque, ne retirent pas mutuellement les mêmes avantages des mêmes échanges, lorsqu'ils auront des chefs différens? Comment serait détruit l'intérêt qu'ils avaient auparavant à se communiquer leurs denrées & leurs marchandises? Peut-il leur être utile de diminuer leurs ventes & leurs achats? O heu-



reux, & mille fois heureux les peuples entourés de peuples heureux ! Malheur aux nations entourées de nations misérables ! La prospérité se communique, ainsi que le malheur. Plus les biens se multiplient autour de nous, plus il nous est facile de multiplier nos échanges, nos jouissances, nos ressources ; au lieu qu'à mesure que la pauvreté s'étend, & nous resserre dans notre propre richesse, nous éprouvons, au milieu de nos récoltes sans valeur, la disette de tout ce que le commerce avec l'abondance nous aurait procuré, & bientôt négligeant nos moissons inutiles, nous ferons nous-mêmes enveloppés dans la misère qui nous entoure.

La pauvreté ne peut ni acheter, ni vendre : elle fait du citoyen un voleur ; des peuples, des brigands : le riche vend & achète, il ne jouit qu'en répandant ses biens ; son patrimoine devient celui de tous ses frères. En un mot, les peuples, comme les particuliers, ont visiblement intérêt de vendre constamment au plus haut prix possible, & d'acheter constamment au meilleur marché possible : or, cet avantage commun ne peut se trouver que dans la plus grande concurrence & la plus grande richesse des acheteurs & des vendeurs ; car plus les acheteurs

teurs & les vendeurs sont riches , plus ils peuvent acheter & vendre , acheter cher , & vendre à bon marché ; plus ils sont nombreux , plus ils mettent un bon prix pour les achats , & un moindre prix dans leurs ventes , pour obtenir la préférence sur les autres. Chaque nation a le même intérêt , toutes les nations n'ont donc qu'un seul & unique intérêt.

Que de maux , que de crimes n'épargnerait point à la République universelle , au genre humain , la conviction de ces importantes vérités ? Que de maux , que de crimes ne produit point l'oubli de ces loix de la nature ? L'Europe se déchire elle-même sans relâche. Jadis l'ambition des conquêtes la désolait ; mais ce n'étaient que des explosions passagères , après lesquelles chacun se reposait sur ses armes brisées , ou triomphantes ; la paix était la paix. Depuis longtems une folle cupidité ravage les Etats ; le feu , qu'elle ne cesse de souffler sur eux , les consume jusque sous la cendre ; la paix n'est qu'une guerre sourde.

Repousser les marchandises des étrangers , soit par des prohibitions formelles , soit par des impositions qui produisent ce même effet ; leur refuser les choses que leurs besoins vous de-

mandent, en échange de ce qu'ils possèdent, les exclure d'un autre pays par des traités défavorables à leur commerce, ou les y supplanter par des pratiques ruineuses, jamais l'Europe ne nous présente d'autre spectacle. La justice hautement violée, la haine solennellement déchaînée, l'envie déclarée par des loix, les murs de séparation gardés par la force & conservés par la violence, l'ardeur de se nuire réciproquement exercée d'un bout du monde à l'autre, est-ce-là ce qu'on appelle paix? La paix qui réunit tous les peuples en une seule famille dans le sein de la nature & sous ses loix maternelles, loix prospères d'où découle la fécondité de la terre, & qui rendent chaque nation riche, puissante & heureuse, de la richesse, de la puissance & du bonheur de toutes! Non, ce n'est point là la paix : c'est une guerre d'ennemis trop faibles pour qu'ils ne se renferment pas dans des bornes, une guerre infame, dans laquelle l'on s'efforce, en s'embrassant, de s'entre-détruire, non par des armes, mais par des poisons lents.

Et l'on s'entre-détruit, car chacun rend à autrui le mal pour le mal, prohibitions pour prohibitions, impôts pour impôts, hostilités



pour hostilités. Et chaque nation se détruit elle-même, en voulant en détruire d'autres; car elle ne saurait porter un coup au commerce de son émule, sans que le commerce général, le commerce de ses voisins, son propre commerce, ne souffre du contre-coup; puisque le commerce entrelasse tous les peuples, toutes les fortunes, toutes les échanges. Rien n'est isolé, rien n'est indépendant dans la nature: le genre humain n'est qu'un corps, comme l'univers, dont toutes les parties s'attirent, se soutiennent, & se balancent par des loix physiques, qu'il ne peut violer sans tomber dans le chaos. Le genre humain n'est qu'un corps, comme une famille dont les membres s'animent, se conservent, s'affermissent à proportion de leurs forces, & de la communication de leurs services; sans quoi tout est bientôt atteint d'un vice de langueur & de consommation.

Une nation, par des vues somptueuses, prohibe l'usage des marchandises & des denrées étrangères: mais c'était en partie avec ces matières que les commerçans étrangers achetaient les denrées & les marchandises; comment les vendra-t-elle donc désormais? Un autre État, en privilégiant le commerce d'un allié, écarte de

ses ports les autres nations; il n'est proprement qu'une ferme de la nation qu'elle favorise. Partout l'on défend l'entrée de telle marchandise, & la sortie de telle autre, pour borner le commerce de ses voisins; dès-lors on s'interdit des échanges & des jouissances, on dessèche des branches de son propre commerce & de son agriculture, comme le détail des faits le démontrerait. S'il était permis de citer & de produire ici chaque Etat tel qu'il est, qui douterait que ce ne soient-là des violations des loix de la nature, vengées par la nature elle-même, à qui seule il appartient de punir les crimes des Nations, & qui ne manque jamais de les punir par l'effet même de leurs crimes?

La loi ne saurait être mal-faisante, & aussi est-elle immuable par essence; mais tous ces réglemens de commerce auxquels on prostitue quelquefois ce nom sacré, produisent nécessairement de grands maux, de l'avou même des gouvernemens, puisqu'il faut sans cesse les modifier, les multiplier, les étayer, les étendre, les supprimer, les renouveler, les changer; soin épineux, inutile & funeste, dont on s'occupe sans cesse & sans espérance de s'en dé-

livrer. Enfin la loi est une, car la vérité l'est ; & cette loi unique en matière de commerce ne peut être qu'une liberté générale , indéfinie , accordée , ou plutôt rendue tant aux étrangers qu'aux nationaux , par laquelle la concurrence des acheteurs & des vendeurs fait que l'on débite ses productions au meilleur prix possible , & que l'on se procure la plus grande quantité possible de productions étrangères , au meilleur marché possible.

Il fut un tems où une nation composée de huit millions d'hommes sur 40 ou 50 millions d'acres de terres labourables , forma & suivit , évanouïe dans ses pensées , le projet d'affervir toutes les autres nations à sa charrue , à son industrie , à sa navigation , comme si elle n'avait eu qu'à commander à la nature , pour qu'elle concentrât dans son territoire seul l'abondance des richesses répartie entre tous les peuples ; comme s'il avait été au pouvoir de son ambition & de sa cupidité de priver les autres nations de leur intelligence & de l'usage de leurs sens , afin que le domaine des arts devînt son patrimoine , comme s'il n'avait tenu qu'à elle d'ouvrir & de fermer à son gré les chantiers & les ports de l'univers , par l'empire absolu que



les mers soumises lui donneraient sur toutes les terres, comme si un point du globe pouvait balancer le globe entier. O Socrate, présente à ton Alcibiade la mappemonde !

Elle succombait, cette nation, sous ses entreprises & même ses succès. Dans l'espace d'un demi siècle, elle doubla le nombre de ses vaisseaux, mais ses dettes furent trois fois plus considérables. Elle eut cent mille matelots, mais il lui en coûta plus de cent mille familles de laboureurs. Ses colonies occupèrent un immense territoire, mais elles attirèrent à elles la métropole. Son commerce parut sans bornes, mais bientôt un cri unanime en annonça la décadence générale. Elle avait un appareil imposant de puissance, mais le revenu territorial était à peine d'un cinquième au dessus des charges publiques. Telle est la puissance à laquelle l'esprit, les projets, les entreprises, les guerres les plus heureuses de commerce éleverent une nation très célèbre.

L'on croyait bien qu'elle était libre ! elle se glorifiait tant de l'être ! & il en était de sa liberté comme de sa puissance ; c'étoit un vain nom. Un peuple, un citoyen est-il libre, s'il n'est pas le maître de disposer de ses richesses,

& de se choisir ses jouissances, en n'attendant pas aux droits d'autrui? Oh le commerce n'est pas libre, le peuple, le citoyen, n'a ni le choix de ses jouissances, ni la disposition de ses richesses, quoiqu'il n'entreprenne pas sur les droits des autres. Il ne pourra vendre à l'étranger avec avantage son superflu, ou se procurer, par la même voye, ses besoins & ses fantaisies, sans encourir des peines capitales; & les mêmes obstacles qu'il trouve de nation à nation, il les trouve de province à province, de ville à ville, de communauté à communauté, de citoyen à citoyen. Les provinces, les villes, les communautés, les citoyens sont étrangers les uns aux autres, ennemis les uns au détriment des autres, armés les uns contre les autres de privileges & de prohibitions; ils sont tous & chacun la proie du monopole: nul ne jouit de son droit de propriété, droit inhérent à la constitution de l'homme, & qui ne peut être borné sans injustice que par le droit d'autrui.

On n'a presque point parlé de guerres de commerce, & néanmoins la question est dissoute. Les vrais principes de l'ordre donnent la paix au monde.

S'il est vrai que sans la liberté du commerce, le citoyen ne puisse jouir de ses droits naturels, entreprendre des guerres de commerce, c'est sceller la tyrannie avec le sang & la substance de la nation.

S'il est vrai que le commerce d'un peuple agricole ruine son territoire, lorsqu'il s'étend au-delà de ses productions; s'il est vrai que le commerce décline, malgré les apparences d'une fausse splendeur fugitive, à mesure que le territoire se dégrade, il faut que ce peuple ne cherche la puissance que dans le sein de la terre: or, la guerre ne cultive pas les champs.

S'il est vrai que l'on ne puisse nuire, de quelque manière que ce soit, au commerce d'autrui, sans nuire au sien propre: vos guerres de commerce, quel qu'en doive être le succès, sont des entreprises contre votre propre commerce, c'est-à-dire des entreprises de furieux.

S'il est vrai que de simples entraves imposées au commerce des étrangers, mettent les nations dans un état habituel de guerre, une guerre ouverte fera l'abomination de la désolation.

S'il est vrai que telles nations n'ont qu'un seul & unique intérêt, à sçavoir, la prospé-



rité de toutes en général, & de chacune en particulier, attaquer, par une envie aveugle & féroce, le commerce d'une de ses familles, c'est faire la guerre à l'humanité entière, c'est ébranler, si l'on peut s'exprimer ainsi, les colonnes du monde, pour ensevelir sous ses ruines le genre humain & soi.

S'il est vrai que le commerce d'une nation demande la liberté, & que celui de ses marchands sollicite le monopole; une nation se vend à ses marchands, lorsqu'elle gêne le commerce; & s'ils l'entraînent dans une guerre celle se sacrifie pour ses bourreaux.

S'il est vrai que le commerce ne contribue point par ses profits au revenu public, le fisc n'a point d'autre intérêt que celui de la charrue; & n'est-ce pas la paix qui mène la charrue?

Croirait-on, si des siècles de barbarie ne nous l'avaient appris, que le commerce, qui, par sa nature, est un échange amiable & paisible, pût jamais demander, non sa sûreté, mais sa vigueur & son éclat, au glaive & à la destruction? Se pourrait-il que l'Europe fût encore long-tems possédée de l'horrible fanatisme qu'inspire la cupidité & que l'illusion nourrit? Il

en ferait de ces peuples, comme de ces nations plutôt brutes que sauvages, que l'expérience du jour n'éclaire pas sur les besoins du lendemain.

Je ne prononce pas ici le nom de justice, je parle aux nations: elles sont si barbares, je ne puis trop le répéter, qu'elles s'y verront avec étonnement ramenées par l'intérêt particulier. Les guerres sont devenues si fastueuses avec leur épouvantable appareil d'armées & de flottes, & si générales par l'enchaînement de tous les Etats de l'Europe entr'eux, & de l'Europe avec les autres parties du monde, qu'aucune nation ne peut les soutenir, si ce n'est par une énorme multiplication d'impôts & d'emprunts, qui non-seulement absorbent tous les avantages possibles de la victoire, mais encore épuisent d'avance les fruits de la plus longue paix; en sorte qu'en déposant les armes, les nations victorieuses ou vaincues semblent tomber d'une violente maladie dans une lente consommation.

Il est des Etats, & ceux-là paraissent les plus florissans, chargés d'une dette de plus de trois milliards. Consultez les ouvrages publiés sur cet objet par des politiques Anglais, par des ministres mêmes, & prononcez, si vous l'osez, le nom affreux de guerre.

Pourquoi des guerres de commerce, également désastreuses pour chaque puissance belligérante, & dans les revers & dans les succès, quand les nations ont un moyen naturel, simple, légitime, assuré, seul assuré, seul légitime, d'élever leur commerce à la plus haute prospérité durable & permanente, sans danger & sans inconvéniens, ni pour soi, ni pour autrui, utilement pour tous; ce moyen, c'est l'immunité, & la liberté entière de la culture, de l'industrie & du commerce.

Heureux le peuple qui le premier écouta la raison qui lui démontre cette loi primitive de la nature ! Au milieu de l'abondance & du bon marché des denrées & des marchandises dont les arts, & l'art des arts, délivré des taxes & des chaînes de la prohibition, rempliront ses greniers & ses magasins; il verra voler dans ses ports les commerçans de toutes les nations; attirés par l'appas irrésistible de la multiplicité, de la facilité, de la sûreté, de la liberté des échanges, & des échanges les plus lucratifs. Plus les autres élèveront autour d'eux & sur eux, des barrières & des masses oppressives de prohibitions & de taxes, plus le commerce les fuira, parce que tout chez eux fera cher, ca-



fuel, embarrassé, contraint, & plus les ports libres seront florissans. Heureux & mille fois heureux ce peuple, car il sera le législateur & le bienfaiteur de tous les peuples. Lorsque les autres peuples le verront jouir de l'immense & inépuisable récompense, attachée à l'observation constante de l'ordre naturel, ils se hâteront, à l'envi, de rendre hommage à la loi, pour participer à jamais à ses bienfaits. L'exemple d'un seul royaume fera le signal de la plus grande & de la plus belle révolution qui puisse arriver sur le globe. L'on verra bientôt, pour ainsi dire, éclore un nouveau ciel, une nouvelle terre, des hommes nouveaux. La nature reprendra les rênes du monde, la justice & la paix s'embrasseront, tous les peuples vivront en freres, & par la communication réciproque de tous les biens, chacun sera heureux & puissant du bonheur & de la puissance de tous : alors l'on ne pourra chercher à faire prévaloir son commerce sur celui des autres, que par la bonne qualité & le bon marché de ses propres denrées & de ses marchandises ; plus d'autres armes à employer contre ses concurrens, que le travail, les richesses, l'économie, la frugalité ; plus de succès qui ne soient des

progrès des arts à l'avantage de tous. Alors chaque nation sera immuablement ce qu'elle doit être dans l'ordre de la nature, & il n'y aura entr'elles que l'inégalité inévitable que la nature met entre les territoires & les hommes. Tout doit aboutir-là, sous peine de destruction ; car Dieu l'a voulu.

Ce serait un spectacle bien flatteur & bien consolant pour les amis de l'humanité, de voir les entraves de commerce rompues, l'harmonie régner dans les Etats, & l'esclavage & la barbarie & les guerres bannis du monde. Heureux les peuples, si l'on consultait, & si l'on suivait la grande nature elle-même, qui nous découvre ses intentions, en partie, par l'ordre & la concorde entre toutes les parties qui composent le globe que nous habitons, & en partie par ce que nous dictent intérieurement les lumières de la raison. Heureux les peuples, si on agissait toujours conformément aux lumières de la vraie politique & aux vrais intérêts des Etats !

Un écrivain a fait des considérations très sensées sur le commerce, & dans les divers objets qu'il s'est proposé dans son ouvrage, il examine de quelle utilité sont les Colonies pour les dif-

férentes nations qui en ont aux Indes, & quelle doit être la politique des Compagnies, qui y ont des établissemens pour les y maintenir.

Dans le tableau qu'il présente de la politique qu'on doit tenir avec les Indiens, il fait voir l'incompatibilité de la guerre avec la prospérité du commerce, l'impossibilité de le maintenir aux Indes par la force, & conséquemment la nécessité de ménager les naturels du pays, & l'utilité de ces ménagemens pour les guerres qu'on aurait à soutenir, soit contre une partie des naturels, soit contre les autres Compagnies Européennes.

L'auteur, après ces réflexions générales, examine l'état des différentes Colonies : il commence par celles du Portugal ; il remarque que dès le commencement de ces établissemens, les plus éclairés avaient prévu les suites fâcheuses qu'ils eurent pour ce royaume, sa dépopulation, son épuisement, causés par ses premiers succès, les dépenses excessives que l'Etat serait obligé de faire, pour soutenir les possessions, & pour y entretenir les garnisons nécessaires à la garde d'un pays immense, conquis par la force. L'événement a justifié les prédictions. Mais ces dépenses deviennent encore moins



supportables, par la diminution du commerce, qu'ont occasionné les fréquentes révoltes des Maures & des Indiens, indignés des exactions des gouverneurs & de leurs violences.

La domination de l'Espagne & son indifférence sur le commerce du Portugal, ont achevé de le renverser, en faisant perdre de vue aux Colons leur patrie; de sorte que quand les Hollandais vinrent les attaquer, ils se retirèrent chez les Princes Indiens, plutôt que de retourner parmi leurs concitoyens. Enfin la multitude des religieux qui jouissent d'une grande partie des richesses du pays, & les rigueurs du tribunal de l'Inquisition, qui écarte de Goa & de leurs meilleurs établissemens tous les étrangers, en précipitent la ruine.

On a prédit qu'avant la fin du siècle les Portugais n'auraient pas un pouce de terre aux Indes: il serait aisé d'accomplir la prédiction. Cependant avec l'importante place de Goa, avec Diu, la clef des Indes, & leurs autres établissemens, presque tous avantageusement situés sur un bon sol, il serait très possible qu'en excitant l'industrie, la puissance portugaise reprît quelque vigueur, pourvu que l'on commençât par abolir le tribunal infame de

l'inquisition, subordonner les biens ecclésiastiques au bien public, établir la liberté générale du commerce dans tous les ports, & mettre l'agriculture en honneur.

Les observations de l'auteur sur les Colonies que l'Espagne a aux Philippines & aux Iles Mariannes, sont les mêmes, excepté cependant l'Inquisition, qui n'y est point établie. Mais les habitans y sont encore plus tyrannisés par les gouverneurs, que dans les Colonies Portugaises; le commerce y est gêné par toutes sortes d'entraves; la somme des importations faites pour le Mexique, & des exportations qu'y font les colons des Iles, est fixée, tandis que leur argent est porté sans cesse à la Chine, par le commerce presque exclusif des Chinois, auxquels l'avarice des gouverneurs a accordé trop de liberté.

Les Hollandais, qui tiennent un rang si distingué parmi les Puissances commerçantes de l'Europe, viennent à la suite. L'auteur discute trois questions intéressantes : la première, comment dans une République, telle que la Hollande, il a pu exister une Compagnie qui fit tous les profits du commerce à l'exclusion des autres sujets de l'Etat ? La seconde, comment

ils ont pû conserver une si grande étendue de pays, avec des forces en apparence si disproportionnées? La troisieme, si l'exemple de la Hollande n'a pas été funeste à d'autres Etats, par les fausses conclusions qu'ils en ont tirées? Nous ne nous arrêterons qu'à la troisieme.

„ Ce qui convient, dit l'auteur, à une petite  
 „ Nation, à une République, à une ville, à  
 „ une société sans territoire, ne convient pas  
 „ pour cela à des Nations puissantes par leur  
 „ sol, à de grands Peuples, à des Empires  
 „ qui, par les denrées de leur crû & les mar-  
 „ chandises de leur fabrication, attireront in-  
 „ failliblement chez eux, sans craindre les dan-  
 „ gers & les revers du Commerce maritime,  
 „ les denrées & les marchandises étrangères,  
 „ comme il arrive aux Indes mêmes. Nous  
 „ avouerons qu'il est telle Nation que le com-  
 „ merce peut conduire à la puissance, mais  
 „ nous ajouterons que le Commerce pris dans  
 „ l'acception vulgaire, ne conduit quelque  
 „ Nation que ce puisse être qu'à une puissance  
 „ précaire & fugitive; qu'il aurait des consé-  
 „ quences funestes pour les nations naturel-  
 „ lement agricoles, & qu'il ne soutient la Hol-  
 „ lande qu'à raison de ses conquêtes. Nous



„ conviendrons sans restriction que les forêts  
 „ navales sont supérieures à toutes les autres,  
 „ lorsqu'il s'agit de s'établir & de se mainte-  
 „ nir au milieu des mers les plus éloignées.  
 „ Nous dirons, non qu'un pays se ruine par  
 „ un Commerce qui en fait sortir des espèces  
 „ d'or & d'argent, mais qu'une Nation qui a  
 „ un bon territoire, détruit sa véritable puis-  
 „ sance, lorsqu'elle se jette dans un Commer-  
 „ ce qui lui fait nécessairement négliger sa ri-  
 „ chesse territoriale.

Si le Commerce est avantageux aux Hollan-  
 dais, remarque l'auteur, c'est que leur territoi-  
 re leur refuse tout, qu'ils sont obligés par-là  
 d'aller chercher dans des pays étrangers le né-  
 cessaire qui leur manque, & qu'ainsi ce sont  
 leurs possessions, plutôt que leur commerce,  
 qui sont réellement leur puissance & leurs ri-  
 chesses. Les Anglais, remarque-t-il encore,  
 sont tombés dans l'erreur qu'on vient de com-  
 battre. Ils s'épuisent en frais pour soutenir  
 une Compagnie qui jusqu'ici n'a fait qu'endet-  
 ter la nation & qu'appauvrir le Royaume; qui  
 a fait son plus grand profit, au préjudice de  
 l'Etat; qui y a ruiné les manufactures, par la  
 concurrence des étoffes des Indes, par le peu

d'exportations qu'elle en a faites, & qui sont si médiocres que deux particuliers, quelques années avant l'établissement de la Compagnie, en avaient fait sortir en deux ans, la moitié de ce que celle-ci en a fait sortir en cinq; qui ne gagne que sur les Anglais, à qui elle vend, de calcul fait, les trois quarts de ses marchandises; qui par ce moyen rejette sur la métropole les taxes qu'elle lui impose; qui lui vend ses objets de luxe au poids de l'or; qui porte les richesses du Royaume à l'étranger; qui trafique avec l'Etat des secours qu'il peut lui donner; enfin qui n'est & ne peut être qu'une Société de monopoleurs. Ces plaintes sont formées par les Anglais eux-mêmes contre leur Compagnie. Ils n'osent sûrement pas se flatter d'avoir beaucoup gagné dans les dernières guerres qu'ils ont faites aux Indes; leur Commerce, loin de les enrichir, les mine, & ils n'ont lieu d'attendre de soulagement, que de la suppression de la Compagnie & d'une liberté générale; & leur rétablissement, que d'une Exportation plus forte des richesses territoriales.

On peut appliquer à l'Angleterre les mêmes maximes que l'auteur dont on a cité l'ouvrage, applique à la France. „ Ce qu'on donne au

„ Commerce, dit-il, est perdu pour l'agricul-  
 „ ture; une nation agricole qui a beaucoup de  
 „ denrées de son crû & de marchandises de ses  
 „ fabriques à vendre, participera aux richesses  
 „ de l'Univers, sans s'exposer aux dangers &  
 „ aux suites fâcheuses d'un Commerce loin-  
 „ tain. Elle ne doit point se charger de les voi-  
 „ turer pour d'autres nations, ces richesses;  
 „ elle trouvera, dans son propre fond, une  
 „ source inépuisable d'échange pour les acqué-  
 „ rir. . . La France n'a point de mines d'or,  
 „ & l'on remarquait, il y a deux siècles, qu'el-  
 „ le attirait à elle presque tout l'or de l'Euro-  
 „ pe, & cela par ses grains, ses vins, son sel  
 „ & son chanvre. Le génie de la nation Fran-  
 „ çaise s'est presque toujours opposé à ces é-  
 „ tablissemens éloignés”.

Mais si ce commerce était réellement avanta-  
 geux (ce qu'on ne croit pas) la France pourrait  
 en attendre les plus grands succès, pourvu  
 qu'elle s'appliquât à le rendre libre, & qu'elle  
 n'y mît pas elle-même d'obstacle. Cette asser-  
 tion est fondée sur l'estime que les Français se  
 sont acquise aux Indes, par leur douceur &  
 leurs manières insinuanes.



La Nation Anglaise a des possessions considérables en Amérique. De l'union entre la Mere-Patrie & les Colonies, & d'un Gouvernement doux & juste, devaient naître des avantages considérables & précieux. La population des Colonies Britaniques est immense: on y compte trois millions d'habitans. On n'évalue qu'à cent millions ceux de l'Europe. Mais si le nombre des habitans de l'Amérique Anglaise continuait à doubler tous les vingt-cinq ans, ils auraient au bout d'un siècle seize hommes pour un, & seize fois seize à la fin du siècle suivant. „ Qu'on multiplie, dit un Auteur, „ trois millions par seize, & le produit encore „ par seize, & on verra ce qui en résultera, & „ de combien l'Amérique l'emporterait sur „ l'Europe avant deux siècles, si ces peuples „ pouvaient conserver leur régime autant de „ tems”.

Cette population immense qui rend les Colonies Anglaises si puissantes, eut donc dû imposer à la Grande-Bretagne l'obligation de les ménager & de prévenir la grande affaire qui les agite actuellement. Les Anglais qui s'y sont établis, ont conservé les privilèges qu'ils avaient en Europe; on ne peut donc lever sur

eux que des impositions accordées par eux-mêmes, ou par leurs Représentans ; ce droit leur ayant été confirmé par des Chartres.

Le Parlement a voulu les soumettre à fournir des provisions nécessaires à la nourriture des troupes, répandues dans leur voisinage ou sur leur territoire ; toutes y ont consenti. L'Assemblée de la Nouvelle-York, pour marquer son indépendance, n'a excepté dans son consentement que la fourniture du sel, du poivre & du vinaigre. Le Parlement, choqué de cette restriction, a suspendu par un Acte exprès l'autorité législative de cette Assemblée. Les Colonies ont dû sentir les conséquences de cette entreprise Parlementaire & la nécessité de la concorde entr'elles, qui se voient actuellement dans le cas de ressentir le poids de cette innovation.

L'Acte du Timbre fut fait en 1764. On mit un droit sur le papier timbré, & l'on défendit d'en employer d'autre. Les Colonies s'opposèrent unanimement à cet Acte, que le Parlement révoqua enfin, en établissant, par un autre, quelques petits droits sur le verre, le papier, &c. Un Auteur en a montré les conséquences en ces termes :

„ Le Parlement possède incontestablement  
 „ l'autorité légale de régler le Commerce de la  
 „ Grande-Bretagne & de toutes ses Colonies.  
 „ Une telle autorité est essentielle à la relation  
 „ entre la Mere-Patrie & ses Colonies: elle est  
 „ nécessaire pour le bien commun de tous.  
 „ Ceux qui considerent les Provinces comme  
 „ des Etats distinctifs de l'Empire Britannique,  
 „ ont des notions bien imparfaites de la justice  
 „ & de leurs propres intérêts. Nous ne  
 „ sommes que des parties integrantes d'un tout,  
 „ & conséquemment il doit exister quelque  
 „ part une puissance qui préside & qui main-  
 „ tienne l'union en bon ordre. Cette puis-  
 „ sance réside dans le Parlement, & nous som-  
 „ mes aussi dépendans de la Grande-Bretagne  
 „ qu'un Peuple parfaitement libre peut dépen-  
 „ dre d'un autre”.

Le même Auteur, qui est un Jurisconsulte  
 de Philadelphie, observe que tous les Actes du  
 Parlement, jusqu'à la promulgation de celui  
 du Timbre, ont été combinés pour régler le  
 Commerce & pour maintenir une communica-  
 tion, dont l'avantage fût réciproque entre les  
 différentes parties qui constituent l'Empire.  
 Quoiqu'il y en ait quelques-uns qui imposent



des droits sur le Commerce, ces droits ont toujours eu pour but de le limiter d'un côté, lorsqu'il était préjudiciable à l'autre, afin d'établir la balance & de pourvoir au bien général. Mais jamais on ne s'était proposé de lever un revenu par cette voie ; c'est ce qui révolte les Colonies.

Le même écrivain, après s'être étendu sur l'essence de la liberté, en vient aux moyens par lesquels les Colonies peuvent défendre leurs droits : il commence par exhorter ses concitoyens à se tenir en garde contre toutes les démarches précipitées qu'ils pourraient faire, sous le spécieux prétexte du Patriotisme,

„ Il n'y a point de gouvernement, dit-il,  
 „ qui ne se laisse entraîner tôt ou tard en de  
 „ fausses démarches qui peuvent provenir d'er-  
 „ reur ou de passion. Mais de telles démarches  
 „ ne sont point capables de dissoudre le nœud  
 „ qui lie ceux qui gouvernent à ceux qui sont  
 „ gouvernés. Les erreurs peuvent se corriger,  
 „ les passions peuvent s'amortir ; il est du de-  
 „ voir de ceux qui sont dépendans de travailler  
 „ à rectifier les erreurs & à calmer les passions.  
 „ Ils n'ont d'abord d'autres droits que de re-  
 „ présenter leurs griefs, & d'en demander le

„ redressement, à moins que la conjoncture ne  
 „ soit trop urgente, pour laisser le tems de  
 „ recevoir réponse à leurs requêtes; ce qui ne  
 „ peut être que fort rare. Si l'on n'a point  
 „ d'égard à leur requisition, cela paraît justifier  
 „ une sorte d'opposition, qui peut se faire sans  
 „ enfreindre les loix ni troubler la paix publi-  
 „ que. Cette opposition consiste, non pas à  
 „ punir les oppresseurs, mais à les empêcher à  
 „ tirer avantage de leur oppression; car l'expé-  
 „ rience peut les instruire mieux que la raison;  
 „ & les moyens violens ne sauraient jamais  
 „ convenir, jusqu'à ce que de plus doux aient  
 „ échoué”.

Quelques habitans des Colonies Britanniques  
 ont fait autrefois certaines objections aux  
 plaintes générales de leurs compatriotes; ils se  
 plaignaient eux-mêmes de l'Acte du Timbre,  
 en ce qu'il imposait des taxes internes; & ils  
 regardaient celui qui lui a succédé comme légi-  
 time, en ce que les taxes étaient externes. On  
 a répondu que le Parlement n'avait aucun droit  
 d'imposer des taxes de quelque espece qu'el-  
 les soient, sur les Colonies. La taxe est défi-  
 nie : „ Une imposition sur des sujets dans la  
 „ vue seule de lever de l'argent.”

En jettant les yeux sur l'histoire & sur la  
 Constitution de la Grande-Bretagne, on voit  
 que : „ Dans les premiers âges de la Monar-  
 „ chie, on rendait certains services à la cou-  
 „ ronne pour le bien général ; ces services é-  
 „ taient personnels ; mais, par la suite des  
 „ tems, ayant trouvé des inconvéniens à ces  
 „ institutions, le peuple fit des dons & des oc-  
 „ trois de ses propres biens, sous les différens  
 „ noms d'*Aides*, de *Tailles*, de *Taxes*, de *Sub-*  
 „ *sides*, &c. Cela fut fait, comme on peut l'in-  
 „ férer des dénominations mêmes, pour le ser-  
 „ vice public, en raison du besoin & de la né-  
 „ cessité. Toutes ces sommes furent levées sur  
 „ le peuple, en vertu de dons volontaires.  
 „ Leur objet était de soutenir l'honneur & les  
 „ intérêts de la nation. Quelques-uns de ces  
 „ octrois comprenaient des droits provenans  
 „ du Commerce, des impositions sur des mar-  
 „ chandises. Le Lord Chef de Justice Coke les  
 „ range sous les titres de *Subsides* & d'*Aides*  
 „ *Parlementaires* : on leur donne aussi le nom  
 „ de *Coutumes*. Mais quelle que fût la dénomi-  
 „ nation, on les considérait toujours comme des  
 „ dons du peuple faits à la Couronne, pour être  
 „ employés aux usages publics.



Le principe de ce point essentiel de la liberté Anglaife est, qu'aucune taxe ne peut être imposée sur le peuple que de son propre consentement; que les peuples des Colonies ne peuvent, par la circonstance de leur position, être représentés dans la Chambre des Communes de la Grande-Bretagne; que leurs seuls Représentans sont les personnes qu'ils se choisissent eux-mêmes dans leurs Colonies, & que jamais aucunes Taxes ne peuvent être légitimement imposées sur eux que par leurs Législations respectives.

Les Colonies de tout tems ont eu le droit de se taxer elles-mêmes; ce droit est reconnu; elles en ont joui pendant cent cinquante ans. Le Parlement a celui de lever des droits sur les marchandises importées des Colonies, sur la Grande-Bretagne; mais cela ne viole point les privileges de ces mêmes Colonies; c'est une suite de leur relation avec la Mere-Patrie, pour qu'elles ne puissent porter les denrées à d'autres nations; & ces droits mêmes, en les examinant bien, sont imposés sur les sujets d'Europe.

Des inconvéniens sans nombre ont résulté des entreprises du Parlement sur les Colonies. Des

maux infinis peuvent s'ensuivre encore, si l'on ne s'oppose à leurs progrès. On doit savoir qu'il n'y a jamais existé ni pu exister un peuple libre, sans tenir, pour user d'une expression commune mais énergique, les cordons de sa bourse en ses propres mains. Lorsqu'il est dans cette position, il a un frein légitime sur le gouvernement pour le remettre dans l'ordre sans violence. Par-tout où le peuple ne jouit pas d'un tel privilège, l'oppression marche sans contrainte dans la carrière, jusqu'à tant que les sujets, transportés de rage, cherchent le remède au milieu du sang & de la confusion. . . . L'Espagne était jadis libre: les Cortes ressembaient au Parlement Britannique: on ne pouvait lever aucun argent sur les sujets sans leur consentement. Un de leurs rois ayant reçu, de leur part, un octroi pour soutenir une guerre contre les Maures, demanda, que si la somme qu'on lui avait accordée n'était pas suffisante, il lui fût permis, pour cette occurrence seulement, de lever une somme plus forte sans assembler les Cortes. Cette demande essuya de violentes oppositions, de la part des meilleures & des plus sages têtes de l'assemblée; néanmoins elle lui fut accordée à la pluralité

des voix, & cette seule concession servit de prétexte pour d'autres concessions du même genre, jusqu'à ce que la couronne ait enfin obtenu un pouvoir général de faire des lois dans le cas de nécessité.

De la fermeté des Américains à soutenir leurs droits, peut résulter le maintien de leur liberté; & de leur indolence peut s'ensuivre leur esclavage. L'intérêt de la Grande-Bretagne, l'intérêt de son Commerce, l'intérêt de son Roi & de ses Peuples, ferait sûrement de terminer au plutôt les différends survenus entr'elle & ses Colonies. On ne saurait trop l'exhorter à la paix, & la porter à accorder à ses Colons toute indulgence juste & raisonnable. Une partie de la Nation Anglaise ne respire que guerre & vengeance; *Delenda est Caribago*, dit-on; ce cri, qui s'est déjà fait entendre à Londres & dans quelques autres des principales villes de la Grande-Bretagne, n'est pas raisonnable; c'est un cri furieux, insensé, & non le cri d'un peuple sage, qui connaît & qui aime ses intérêts, par conséquent ceux de la patrie: c'est un cri qui n'est point naturel, un cri forcé & suggéré. Il est aussi différent de la voix du citoyen, selon l'expression d'un auteur, que le



grondement de plusieurs chiens qui se disputent un os, est différent du rugissement du lion qui remplit les forêts: c'est-là ce qui s'appelle le vrai cri du peuple, du citoyen; c'est un rugissement qui ne se fait entendre que dans les grandes occasions, & quand le peuple gémit dans une oppression réelle.

„ Avant que des millions d'hommes (dit un  
 „ Ecrivain célèbre) unissent leurs voix, il faut  
 „ qu'ils connaissent tous le sujet de leurs plain-  
 „ tes. On entendit autrefois le lion rugir,  
 „ lorsque le Peuple & le Parlement sentirent  
 „ l'oppression de l'Armée, sous le commande-  
 „ ment de Lambert & de Harrisson. Il fit en-  
 „ tendre si haut son rugissement, que les com-  
 „ mandans & leur Armée se cachèrent de  
 „ frayeur dans des coins & dans des trous.  
 „ On l'entendit encore rugir, lorsque le Roi  
 „ Jaques molesta le peuple dans ses franchi-  
 „ ses & dans sa religion; & son rugissement fut  
 „ si terrible, dans cette circonstance, que le  
 „ Roi, la Reine & les Prêtres, saisis d'effroi,  
 „ quitterent le Royaume.  
 „ Le Lion pourrait encore rugir, si on l'ir-  
 „ ritait jusqu'à un certain point, en portant  
 „ quelque atteinte à la Religion Protestante,  
 „ & à la Liberté de conscience.

„ Il rugirait encore, si la multitude était  
 „ opprimée par des Taxes qui la mettraient  
 „ hors d'état de subsister, en la réduisant à la  
 „ misère : ou s'il voyait qu'une puissance mili-  
 „ taire, aux gages de la Nation, devint assez  
 „ formidable, pour que l'on en pût appréhen-  
 „ der la subversion du gouvernement civil : ou  
 „ s'il voyait le Ministère en marche pour ven-  
 „ dre le Roi & le Peuple à la France : ou  
 „ s'il le voyait trahir le Roi, en rendant son  
 „ Royaume tributaire de quelque autre puissant  
 „ Prince, sous le nom spécieux de Sublides, &  
 „ mettre l'Empire des Mers entre les mains :  
 „ ou s'il le voyait, au mépris des sages dispo-  
 „ sitions du Parlement, employer en Sublides  
 „ les fonds appropriés à payer le principal &  
 „ l'intérêt de la dette publique.

Ces molestations ou d'autres actions de la  
 même nature, seraient capables de porter le  
 peuple à élever sa voix ; & c'est ce qu'on n'a  
 pas lieu d'attendre des menées sourdes & des  
 pratiques de certains séducteurs, qui, par esprit  
 de vengeance, & peut-être par l'espoir d'une  
 révolution dans l'Etat, veulent engager la Na-  
 tion à faire la guerre aux Colonies ; guerre,  
 qui ne peut être que ruineuse & à jamais fa-  
 tale à la Grande-Bretagne.

Tout Anglais, capable de réflexion, doit frémir à la seule idée des maux que peuvent causer les divisions de la Mere - Patrie avec les Colonies. L'histoire des Révolutions de l'Angleterre a de quoi effrayer le Peuple, le Roi, la Famille Royale. Combien de fois le Peuple & le Prince n'ont-ils pas été exposés à d'affreuses calamités, à de catastrophes sanglantes ? Combien de fois la Nation n'a-t-elle pas été sur le bord de sa ruine ? Et combien de miracles n'a-t-il pas fallu pour la sauver ! Cela n'empêche pourtant pas nombre de gens de crier & de faire leurs efforts pour embarquer la Nation dans une guerre monstrueuse, de frere contre frere, de citoyen contre citoyen ; comme s'il s'agissait de repousser, de battre, d'atterrer un ennemi puissant & formidable. Mais le démon de vengeance s'en mêle : c'est assez pour qu'on doive porter partout le fer & le feu, la terreur & l'effroi.

C'est, dit un homme respectable, porter un préjudice notable à un Prince, à un Ministre, que de les forcer par des clameurs populaires à la guerre, surtout contre sa propre Nation. Un Prince magnanime, qui entend tous ces cris, a de la repugnance pour les calmer.



mér. Une Province de l'Etat refuse de subir le joug qu'on veut lui imposer: le Prince veut épargner à sa gloire le reproche de lâcheté: elle doit se soumettre, plier, enfin prendre le joug. Le Ministre a pu lui insinuer un parti vigoureux; il ne se démentira pas. D'un autre côté, les orateurs sonnent le tocsin pour la guerre: c'est assez, on la fera dans toutes les règles.

Ainsi, mais dans un cas bien différent, Démosthène, par le torrent de son éloquence, renversa autrefois l'esprit aux Athéniens & aux Thébains, & leur fit déclarer la guerre à Alexandre le Grand. Thebes fut prise, saccagée, brûlée, les habitans, ou tués ou vendus, & Athenes perdit sa liberté. Cicéron aida, par une conduite semblable, à ruiner sa patrie: il animait le peuple pendant que Pompée était en Grece, où par l'économie la mieux entendue il conservait cette armée confiée à ses soins, dans laquelle il était persuadé que résidait le salut de Rome, en évitant sagement, comme un autre Fabius, l'occasion d'une bataille. Le roi général était pour se battre: Pompée s'était mis au dessus du jugement du vulgaire, & restait fermement attaché à son opinion & au salut de Rome: mais, quand Cicéron eût joint ses cris

à ceux du peuple, Pompée se rendit, & marcha à cette funeste bataille de Pharsale.

Dans les Gouvernemens mixtes, ou l'Oligarchie, ceux qui gouvernent, ont le pouvoir exécutif, limité cependant par le peuple dans des assemblées générales: il est assez ordinaire que ceux qui gouvernent, inclinent pour la guerre, & qu'en particulier ils suscitent des clameurs pour la demander, parce qu'ils ont, en leur disposition, les especes & les places, qui se multiplient toujours en tems de trouble & de guerre. Ce fût de cette maniere, que le Sénat de Rome excita le peuple à la guerre, jusqu'à ce qu'il eût ruiné la force des Plébéiens; & après avoir, par ce moyen, détruit l'égalité, les Sénateurs acheterent de ces mêmes Plébéiens, les terres que les charges de la guerre les forçaient de vendre, & ils les tinrent dans la plus dure oppression: de sorte que les conquêtes de Rome accrûrent la misere des Plébéiens, à tel point qu'ils firent le procès aux Gracques & à Marius, & qu'enfin ne pouvant autrement secouer le joug des Sénateurs, ils se rendirent Esclaves de César, pour qu'au moins leurs tyrans devinssent leurs égaux dans la servitude.

Dans les Monarchies mixtes, la couronne s'est plus d'une fois servie de l'ardeur des braves, & des agitations de la partie la plus remuante de la nation, pour exciter des clameurs de guerre & des troubles; par où le pouvoir de la couronne reçoit toujours de l'accroissement.

Comme toutes les taxes & toutes les places sont en la disposition des membres du gouvernement qui ont le pouvoir exécutoire, un Roi, dans les *Constitutions Gothiques*, ne peut lever de taxes que ces mêmes taxes n'accroissent son pouvoir, principalement par le grand nombre de places auxquelles il peut nommer pour la recette & pour la dépense; de sorte que des guerres fréquentes, des troubles suscités à propos, doivent non-seulement augmenter le pouvoir de sa couronne, mais même à la fin le rendre absolu. Henri VII était si persuadé de la vérité de cette maxime, qu'il donnait lieu aux divisions, aux troubles, & qu'il cherchait encore des occasions de guerre avec la France, exprès pour faire son profit de la bonne volonté toute ingénue de ses Anglais. Il se faisait donner des subsides, il levait des troupes;



& ensuite il faisait la paix, en se détachant des points qui avaient fait la contestation : mais il était parvenu à son but. La Noblesse, qui avait fait pour la campagne des préparatifs ruineux, n'était plus si orgueilleuse, & recevait de lui plus facilement la loi : le peuple était appriivoisé aux taxes ; & le pouvoir du Roi s'accroissait par le nombre des Collecteurs, qui étaient devenus ses créatures, & par les sommes dont il avait rempli ses trésors.

On a fait usage de cette politique, vraie ou fausse, en France, en Espagne & dans tous les Royaumes Gothiques ou Germaniques, pour élever la couronne & pour abaisser le peuple ; & c'est ainsi qu'on est parvenu à expulser la liberté de presque toute l'Europe. En Turquie, l'Etat ignore ce que c'est que de crier pour la guerre, & d'animer le Sultan contre une des Provinces de son Empire ; il n'y a jamais qu'une partie de la Cour ou du Ministère, qui exerce cette pratique contre l'autre. Ce fut de la sorte que Kara-Mustapha, ou Mustapha-Noir, se servit de l'Ulama, ou Loi, pour joindre les Janissaires ou l'Armée, & les Soldats du Levant ou de la Marine, dans la même ville, pour la guerre ;

& qu'il s'empara du commandement de la plus grande Armée qu'un Visir puisse jamais avoir à ses ordres, & des plus grandes richesses que puisse jamais posséder un premier Ministre. D'abord il avait le Moufti & le Capitan-Bacha pour adversaires. Voici l'artifice qui le conduisit à ses fins: le Grand-Seigneur avait de la répugnance pour la guerre; & le Moufti, ou Chef de la Loi, était totalement opposé à ce parti, ainsi que le Testedar ou Trésorier. Mustapha eut l'adresse d'engager, sans y paraître, le Capitan-Bacha ou Grand-Amiral, qui était allié avec le Moufti, à demander la guerre; celui-ci se laissa persuader que cette guerre ne se ferait que sur mer, & comme il lui parût que ce serait un moyen de diminuer le crédit du Visir, en augmentant le sien, il entraîna dans son avis le Moufti, que le motif de leur alliance acheva d'y déterminer. La guerre fut déclarée; le Visir alors voulut qu'on la fît sur le continent: il assiégea Vienne. Le Moufti & le Capitan-Bacha, dupés si étrangement, éleverent leurs clameurs contre Kara-Mustapha, qui perdit la bataille de Vienne, & la tête presque en même tems. Depuis, par ses menées & ses pratiques secrètes,

poussa les Syracusains à demander la guerre. Les Sénateurs trop politiques, à son gré, avaient abandonné l'honneur de Syracuse. Le peuple, qui se laisse trop aisément persuader, le nomma général contre les Carthaginois. Qu'en arriva-t-il ? Il fit aussitôt la paix, & devint Tyran de Syracuse. Agathocle marcha sur ses traces avec le même succès, &, comme l'autre, commença par maltraiter le Sénat, en même-tems qu'il cherchait à captiver la bienveillance de l'Armée. On était si bien au fait de cette ruse en Grece, qu'elle y avait donné lieu à la fable, où le loup conseille gravement au berger de se défaire de ses chiens doux & caressans, par où on entendait le Sénat, & donner les moutons à garder aux loups, plus faits pour les dévorer.

Il est à croire que le Roi de la Grande-Bretagne veut comme faire un essai d'autorité sur les Colonies. Si l'essai a du succès, il pourra ensuite tenter de soumettre les trois Royaumes... Mais les Colonies succomberont-elles ? Déjà le cri de la Patrie s'est fait entendre, déjà le citoyen a pris pour devise la maxime : *Dulce & decorum est pro patria mori* ; déjà son sang est prêt à couler pour l'utilité ou pour le



salut de la patrie; déjà il est déterminé à vaincre, ou à s'ensevelir sous les ruines de la République, pour défendre la liberté, ce précieux appanage de l'humanité : chaque Colon est un autre Curtius, prêt à sauter dans le gouffre pour sauver la patrie. C'est à elle à qui il doit tout son sang. C'est un bien qui lui appartient, & qu'elle a droit de réclamer pour sa défense. Le répandre sans réserve, c'est le devoir d'un vrai Républicain, à qui le prix de la liberté rend odieux tout autre joug que celui des Loix & de la Divinité.

F I N.

l'aine de la patrie : d'où il est advenu à vain-  
 cre, ou à s'abandonner pour les ruines de la ré-  
 publique, pour défendre la liberté, ce précieux  
 appanage de l'humanité : chaque Colon est un  
 autre Contin, prêt à mourir dans la gloire  
 pour sauver la patrie. C'est à elle qu'il doit  
 tout son sang. C'est un bien qu'il lui appartient  
 de payer à son tour pour la défendre.  
 La république la sienne est le devoir d'un  
 vrai Républicain. Le prix de la liberté  
 rend odieux tout autre que celui des loix  
 & de la Divinité.

